

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 35. — 9 MAI 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Sauvons la C. G. T. U. !

Pour l'Opposition unitaire

Les dirigeants de la C.G.T.U. et ceux du Parti communiste font un tel usage du langage grandiloquent, ils annoncent sans cesse tant d'événements sensationnels qui ne se produisent pas, qu'on en vient souvent à hésiter à recourir aux grands mots, à caractériser exactement une situation.

Pourtant, quand le Bureau fédéral de l'Enseignement et, avec lui, l'Opposition unitaire, lancent un manifeste sous le titre de : « Sauvons la C.G.T.U. ! » il faut reconnaître qu'il n'y a pas dans ces mots la moindre enflure, car l'état où ses dirigeants ont mis la C.G.T.U. ne peut que provoquer les plus vives alarmes.

Ce manifeste a été écrit avant le premier mai, à un moment où on pouvait déjà prévoir ce que serait cette grande journée de bataille traditionnelle.

Au lendemain de ce Premier Mai si triste qu'on en n'a jamais vu donnant pareille impression d'impuissance, au lendemain de l'échec de la grève du bâtiment à Paris, les camarades qui avaient encore des doutes doivent sentir la nécessité d'une action entreprise sans délai : il est clair que la politique des dirigeants de la C.G.T.U. ne peut mener la classe ouvrière qu'à la défaite. Toutes les critiques, si vigoureuses soient-elles formulées dans le manifeste se trouvent une fois de plus justifiées.

Mais que faire ? Comment lutter ? Sur quelle base ? Par quels moyens ? Ce sont les questions que se posent tous ceux qui voient le danger, sont mécontents de la direction confédérale, mais ne veulent à aucun prix rejoindre le Comité pour l'indépendance du syndicalisme. La constitution d'une opposition unitaire, résolue à mener la bataille sur son terrain, sur un terrain choisi par elle, permet de donner des réponses claires.

Il faut remarquer en effet que la direction confédérale et le Comité pour l'indépendance ont adopté, sur un point capital, une tactique identique. La direction confédérale exige une approbation « sans réserves » ; il faut l'approuver sans restrictions, sinon on devient immédiatement un ennemi de la C. G. T. U., un contre-révolutionnaire, etc. En face d'elle, le Comité pour l'indépendance prétend englober toute l'opposition.

Nous avons toujours protesté énergiquement contre cette manière de poser la question et nous avons été heureux de voir que nos camarades de la direction fédérale de l'Enseignement, puis ceux qui se groupent autour d'eux dans l'Opposition unitaire adoptent une position identique à celle que nous avons défendue. La direction Monmousseau-Gitton est funeste. Mais le Comité pour l'indépendance, selon les termes du manifeste, conduit une bonne partie de l'opposition confédérale vers une impasse. Nous voulons substituer une bonne direction à une mauvaise, remplacer une politique absurde par une politique juste. Nous voulons faire ce qui a été déjà fait dans le passé, lors des débuts de la C.G.T.U., quand la première direction a été battue et a dû se retirer. Cette direction était anarcho-syndicaliste, mais il faut constater

que la politique qu'elle menait n'était pas sensiblement différente de celle de Gitton. L'extrait d'un écrit de Losovsky, que nous reproduisons à cette même page, en apporte une preuve imprévue : toutes les caractéristiques que Losovsky donne de l'anarcho-syndicalisme s'appliquent exactement à l'actuelle direction confédérale ; encore pourrait-on dire que celle-ci exagère même l'anarcho-syndicalisme.

La politique qui fait des syndicats une simple annexe du parti, qui affi-

che à chaque instant le caractère communiste de la C.G.T.U., qui dissimule sous un déluge de phrases « révolutionnaires » une impuissance chaque jour plus évidente, est un danger permanent pour la C.G.T.U. et pour la classe ouvrière. Le Comité pour l'indépendance, par son orientation toujours plus accentuée sur les syndicalistes purs qui ont été, eux, de vrais adversaires de la C.G.T.U., qui l'ont abandonnée pour se réfugier dans l'autonomie d'abord et rejoindre la C.G.T. Lafayette où

ils constituent une opposition de tout repos pour Jouhaux et consorts, qui ont refusé d'observer les règles de la démocratie syndicale, par le caractère de bloc anticommuniste qu'il prend de plus en plus nettement et qu'il ne pouvait pas ne pas prendre, représente un autre danger.

On qualifiera l'Opposition unitaire de « centriste » — on l'a déjà fait. Mais elle défendra sans se laisser sa vraie position : elle n'est pas à mi-chemin entre la direction confédérale et le Comité pour l'indépendance. Elle reste fidèle aux idées qu'elle a toujours défendues, elle ne s'engage pas dans la voie d'un retour vers le passé, elle défend les conceptions qui ont présidé à la formation d'une C.G.T. unitaire et sont sa raison d'être.

Nous ne nous faisons pas d'illusions. La lutte que devra soutenir l'Opposition unitaire sera rude. Elle sera assaillie de toutes parts, on emploiera contre elle la manière douce et la manière forte. Elle est capable de se défendre ; elle ne laissera pas dénaturer sa position ; mais pour faire triompher ses vues elle a besoin de l'aide immédiate de tous les unitaires sérieux et actifs. Il faut sauver la C.G.T.U.

LA VERITE.

C. G. T. U.

Opposition unitaire

Camarades !

C'est sur la base de notre opposition que peut et doit s'opérer le redressement de la C.G.T.U.

Nous ne sommes qu'au début de notre travail de clarification et de regroupement. Déjà des résultats intéressants sont obtenus.

Mais il nous faut déployer le maximum d'efforts ; répandre des tracts, entrer en liaison avec tous les opposants syndicaux communistes, répondre aux calomnies qu'on ne manquera pas de nous lancer, préparer la conférence nationale qui jettera définitivement les bases de notre organisation fractionnelle.

Pour mener à bien ces tâches multiples, des fonds sont indispensables. Nous ne disposons pas de puissants moyens financiers, d'une presse, d'un appareil comme la majorité confédérale ; nous n'avons pas — comme le Comité pour l'Indépendance — un organe qui recueille chaque semaine les gros sous des opposants de droite. Nous sommes riches de dévouement, mais pauvres de moyens financiers.

Aidez-nous pécuniairement. Versez à notre souscription. Faites circuler nos listes, confectionnez-en vous-même. Profitez des réunions et fêtes syndicales pour recueillir l'obole du redressement confédéral.

Le Bureau provisoire.

Envoyer les souscriptions au secrétaire fédéral de l'enseignement, Aulas, Chalon-sur-Saône. C. C. 83-24 Dijon.

LOSOVSKY contre LOSOVSKY

Les anarcho-syndicalistes introduisent dans la lutte un élément d'aventurisme, ce qui apparaît surtout dans le rôle exagéré qu'ils attribuent aux grèves. Organisant des grèves le plus souvent possible, ils ont même formé ce terme spécial de « gymnastique révolutionnaire » ; ils estiment que la grève est toujours un « bien ». Ils affirment que la grève profite toujours à la classe ouvrière, car elle entraîne un certain nombre d'ouvriers dans le mouvement et exacerbe les relations sociales et la lutte entre classes.

Les anarcho-syndicalistes ne connaissent ni les longs et minutieux travaux de préparation, ni l'étude des conditions objectives où doit se dérouler la grève ni l'appréciation réaliste des forces en présence et du rôle de la masse, ainsi que des rapports entre la masse et la minorité agissante. Ils se figurent que la révolution sociale surgira soudainement en l'absence même des principes d'organisation politiques ou autres.

Le mouvement syndical international avant, pendant et après la guerre, publié en 1926.

COMMENT STALINE UTILISE LA PRESSE BOURGEOISE

Depuis que Trotsky a été déporté, puis exilé, on lit dans les journaux, de temps à autre, des informations annonçant que Trotsky s'est « réconcilié » avec Staline et se prépare à rentrer à Moscou.

La dernière en date de ces inventions raconte que Radek (!) lui-même serait allé à Constantinople pour préparer le retour de Trotsky.

Les journaux bourgeois de tous les pays se préparent complaisamment à ces manœuvres ; ils se rencontrent même parfois sur ce point avec Staline. C'est ainsi que le Times et la presse Coty, entre autres, n'ont jamais cessé d'affirmer que l'exil de Trotsky était un coup monté entre notre camarade et Staline !...

La dure bataille que livre l'opposition de gauche ne comporte ni compromis ni « réconciliations » ; malgré les défaillances individuelles qui ont pu se produire, elle se poursuivra jusqu'à ce que l'opposition ait fait triompher les idées qu'elle défend et pour lesquelles beaucoup de camarades ont déjà donné leur vie.

UNE CELLULE DES JEUNESSES DEMANDE DES EXPLICATIONS SUR L'ASSASSINAT DE BLOUMKINE

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Je viens d'apprendre qu'une cellule des Jeunesses a voté une motion adressée à l'Humanité et à la Fédération des Jeunesses communistes, demandant pourquoi l'Humanité fait le silence sur l'assassinat de Bloumkine et les raisons de cet assassinat, au moment où Staline prescrit la modération à l'égard des popes et des koulaks, personnages autrement dangereux pour la Révolution que les oppositionnels du P.C.R. qui sont tous de bons communistes ayant fait leurs preuves.

Je dois vous signaler aussi qu'un fort courant oppositionnel se dessine dans le deuxième rayon des Jeunesses, courant oppositionnel voisin de l'opposition de gauche, tantôt sourd, tantôt avoué, mais dont l'existence est indéniable. »

Un correspondant.

LA SEMAINE

Et de cent sept!

A Lorient, un professeur socialiste est élu député. Et de cent sept à la Chambre. « Eclatante victoire socialiste, succès foudroyant » dit le *Populaire*. Les socialistes sont tout à la joie de cette pénétration pacifique : gratter les radicaux. « On les grignote » doit dire Léon Blum. Si la bourgeoisie le permet, ils feront le ministère de gauche. Et on verra ce que l'on verra : Boncour faire la politique de Briand et de Tardieu. *Le socialisme au pouvoir* ne représente plus en Europe, qu'une cuisine parlementaire.

Antiparlementarisme forcé.

A Largentière, le candidat communiste ne recueille que 83 voix contre 185 au premier tour et 1.113 en 1928. A Lorient, le candidat communiste obtient 286 suffrages contre 762 en 1928. *L'Humanité* n'en dit pas un mot. Elle pratique de plus en plus cyniquement la politique de l'autruche. Quand les révolutionnaires sont en présence de difficultés, ils les regardent en face pour s'atteler à la besogne. *L'Humanité* de 1930 cache la vérité aux ouvriers. Elle sait pourquoi.

Quand enfin Bonté fait une discrète allusion aux élections, c'est pour déclarer (7 mai), que le passage des électeurs petits bourgeois, paysans et même ouvriers du radicalisme au social-fascisme atteste « l'essor du mouvement révolutionnaire ». Quant à la perte des voix communistes, elle proviendrait seulement de la faiblesse d'organisation du parti. Mais c'était un grand parti, Bonté, avant que vos pères ne l'entraînent à sa liquidation!

Le cauchemar de Poincaré.

Depuis que Poincaré a dû renoncer aux discours devant les monuments aux morts, il s'épanche la plume à la main. Mais même son encre sent le cimetière. Le juriste vindicatif à tête d'hyène s'est essayé à l'apologie: il raconte dans *l'Illustration* un cauchemar. Ce ne sont pas, comme l'on pense, les squelettes coiffés de la bourguignotte et du casque d'acier qui viennent agiter son sommeil. Il s'agit de l'Etat à qui Poincaré prédit le pire destin s'il laisse affaiblir son autorité et sa hiérarchie par les syndicats de fonctionnaires et les intérêts particuliers.

Quant au cauchemar de Tardieu, c'est Poincaré lui-même. Non pour ses essais de nécrologie financière, mais pour sa santé revenue. Poincaré fait entendre méchamment qu'il ne veut pas de l'Élysée. C'est la présidence du conseil qu'il guigne. Et Tardieu, défraîchi, sent le mauvais vieillard le pousser doucement dans la poussière. Comment la bourgeoisie ne préférerait-elle pas dans le stade présent le sinistre Lorrain à l'arriviste faisandé?

Préfets cassés aux gages.

Tardieu envenime la querelle ridicule que se font socialistes et radicaux — tout occupés à se prouver mutuellement que leurs candidats sont des négatifs et des aigrefins. Ils y parviennent sans peine, mais cela ne suffit pas à dessiller les yeux des masses populaires à qui la bourgeoisie tend les pièges de gauche. Seul un puissant parti communiste, qui représenterait aux travailleurs leurs intérêts de classe, pourrait les détourner des complices des exploités.

Pour prolonger son pouvoir et apaiser sa clientèle, Tardieu coupe la tête des — préfets incertains — incertains pour les congrégations, car ces préfets ne faiblissent jamais contre le prolétariat. Cela apprendra au personnel de l'administration à calquer plus étroitement son activité sur celle de la police. Préfets, magistrats, généraux, Tardieu veut intégrer tout l'appareil d'Etat à la Sécurité générale. Même sur le terrain étroit des élections, les ouvriers en élisant Marty lui ont fait pressentir ce que peut peser un préfet et son ministre quand la classe ouvrière le veut. Les véritables démonstrations se feront sur un terrain plus large.

Schober à Paris.

Le chancelier d'Autriche, poursuivant sa tournée des grandes capitales, est venu à Paris.

Le représentant d'un état vassal rend visite aux puissants Seigneurs. Conclusion ordinaire d'un tel festival européen, un emprunt prochain dirigera dans une voie tout indiquée l'épargne des petits bourgeois français.

Schober vient aussi légaliser auprès des puissances les dernières mesures qu'il a prises contre le syndicalisme autrichien et Vienne ouvrier sous couleur, dit-il, de « rétablir la paix sociale, garantir la liberté d'opinion dans les ateliers et les usines, et en général faire prendre aux luttes politiques des formes moins farouches que dans le passé ». C'est ainsi qu'il prépare le désarmement de la milice socialiste — cette milice qui cependant a montré lors de l'insurrection de Juillet de quoi elle était capable — et de l'intégration des formations fascistes à l'armée renforcée. Il compte livrer ainsi — pour l'agrément du capital européen et de la bourgeoisie autrichienne — la classe ouvrière aux coups des Heimwehren qui, le 4 mai, ont défilé au nombre de 16.000 hommes à Laixembourg et au nombre de 5.000 à Sankt Poelten tandis qu'une de leurs colonnes de camions automobiles attaquait les ouvriers.

Les austro-marxistes préconisent une solution de dupes et de traîtres : le désarmement réciproque. Leurs dignes pendants, Léon Blum et Rosenfeld, se penchent aux basques de Briand pour supplier le ministère des affaires étrangères de l'impérialisme français de s'entremettre. Ils ne sauraient mieux avouer qu'ils n'ont rien à dire au prolétariat de Vienne et d'Europe. Mais qu'a fait l'Internationale communiste du Parti communiste d'Autriche?

Le B.I.T. chez Citroën.

Le Conseil du Bureau International du Travail a tenu ses assises à Paris dans l'indifférence solennelle. Les ouvriers savent qu'ils n'ont rien à attendre de ses travaux. Les gouvernements et la bourgeoisie ne craignent rien de cette assemblée occupée à collectionner les pénibles ratifications de lois sociales qui demeurent lettre morte pour le patronat.

Les discours social-charitables de Miss Margaret Bondfield, déléguée du gouvernement travailliste n'ont pas passionné les mornes débats. « Que la loi de huit heures soit bientôt ratifiée partout. Sinon la classe ouvrière perdrait sa foi et sa patience. » s'est écrié Jouhaux. Tant qu'elle suivra un Jouhaux, elle ne perdra que sa virilité et sa force, même lorsque, en dépit des ratifications, la loi de huit heures est partout foulée aux pieds.

Pour terminer les congressistes visitèrent Citroën, côté patronal. C'est plus facile que d'aborder les questions brûlantes pour la classe ouvrière et de s'occuper des millions de chômeurs du prolétariat mondial.

Un nouveau krach à l'« Humanité »

Pour essayer de cacher l'échec du 1er mai, *l'Humanité* utilise tous les moyens. D'abord, elle donne rendez-vous le 25 mai au Mur des Fédérés. Ensuite elle parle tant qu'elle peut de la « crise » mondiale. Ainsi le 6, Cachin a annoncé à grand bruit « un nouveau krach » à New-York. Il s'agit d'une nouvelle baisse à la Bourse de New-York, qui vient annuler l'effet du récent mouvement de hausse. Cette baisse montre que la crise est loin d'être résolue en Amérique. Nous verrons la semaine prochaine comment on peut analyser le mouvement de baisse actuel. En tout cas cette baisse n'est pas un « nouveau krach ». Elle marque l'impossibilité où est la Bourse de se réadapter à la situation économique objective, chaque hausse plus ou moins spéculative étant aussitôt dégonflée par la situation réelle (surproduction) du marché.

En tout cas, cette crise n'empêche pas le 1er mai en France, d'être... un échec.

ABONNEZ-VOUS!

SOUSCRIVEZ!

ECRIVEZ-NOUS!

Sur le suicide de Maïakovski

Moscou, avril

Le plus célèbre des poètes russes d'aujourd'hui, le futuriste Maïakovski, s'est tué à Moscou d'un coup de revolver au cœur, le 14 avril. Il était depuis des années au sommet de la renommée, de la publicité, de tout. Il répandait intrisiblement dans d'innombrables gazettes rimées, souvent d'une belle venue, un optimisme socialiste d'une parfaite orthodoxie. Son évolution s'était encore accentuée dans ce sens depuis peu : il donnait il y a quelques semaines une adhésion bruyante à l'Association des écrivains prolétariens de Moscou. Sa fin inattendue est à peu près inexplicable.

Ce vaillant, ce brutal, ce négateur du romantisme et des sentimentalités, écrit dans un dernier billet adressé « à tous » que le suicide n'est certes pas une solution, mais qu'il n'a pas d'autre issue ; et il fait allusion à des affaires de cœur contrariées par les conditions d'existence. Après quoi, le publiciste Koltsov, qui sait se moquer du lecteur, de comparer dans la Gazette Littéraire, « l'accident » survenu à Maïakovski aux accidents de Shelley, noyé au cours d'une promenade en canot, et de Verhaeren, tombé sous un train. On ne peut évidemment faire de ces comparaisons-là que quand aucune feuille cultivant l'humour n'est susceptible d'en chasser ces perles ainsi qu'il conviendrait. On parle également de maladie. Ni de petites affaires de cœur, ni une maladie même grave n'expliquent entièrement une telle fin d'un tel homme.

... Cette mort survient après dix-huit mois d'un pesant marasme littéraire (pas une œuvre, pas une ! en ce laps de temps ; mais des campagnes frénétiques contre Pierre, Paul et Jacques, des excommunications majeures et mineures, à foison, des reconnaissances d'erreurs tant qu'on en voudra! On n'a pas su garder cet artiste, voilà le certain. La grande renommée officielle, publicitaire, et le succès d'argent ne lui ont pas suffi peut-être précisément à cause de la part de mensonge qu'ils renferment et du grand vide qu'on y trouve. C'était un magnifique « compagnon de route » de la révolution, utile et valeureux ; il a gâché la meilleure partie de lui-même dans une vaine, dans une harassante recherche, d'on ne sait quelle ligne idéologique juste qu'il ne pouvait trouver pour bien des raisons et que des tas de petits pédants et de petits censeurs exigèrent de lui parce que c'est leur métier, leur façon de gagner le pain et le beurre — pas à la sueur de leur front... Devenu un brillant rimailleur, le plus recherché des gazettes, il a souffert de sacrifier à ce boulot quotidien qui n'est certes pas de l'art complet, la partie la plus riche de sa personnalité. Il a fait bonne mine à mauvais jeu, devant lui-même, jusqu'à un certain point. Son œuvre des dernières années reste très inégale et pleine de faiblesses. Il le savait. Il s'est senti décroître. Il ne cessait pas de se justifier, de plaider force majeure.

Quelle leçon se dégage de cette fin de carrière d'un grand poète attaché par toutes ses fibres au présent, — à ce présent qu'un Essénine ne parvint jamais à bien comprendre. La sagesse conseille de laisser les « compagnons de route » faire leur chemin, leur œuvre, sans prétendre les baptiser, catéchiser, embrigader à toute force, sans leur imposer des besognes trop précises, sans s'imaginer qu'on peut, par un usage combiné des droits d'auteur, de la poigne, de la critique et des éreintements de presse, les « bolchéviser » à fond...

BOUKHARINE FRANC-MAÇON

Nous avons dit ce qu'il fallait penser de la brochure de propagande de Boukharine contre le pape, éditée par le Parti. C'est de l'anticléricalisme petit-bourgeois, avonous dit, et rien de plus ; elle n'apporte rien au prolétariat en fait d'explication sur le rôle actuel de l'Eglise comme soutien du capitalisme dans le mouvement ouvrier. Voici ce que nous écrit un camarade de l'Allier :

« Je profite de cette lettre pour vous signaler un fait qui prouve la justesse de votre article du 18 avril : « Boukharine franc-maçon ». Un pharmacien richissime de Vichy, aspirant à la mairie de la Reine des Villes d'Eaux, et vénérable de la Loge « Cosmopolite », s'est empressé de faire connaître le pamphlet de Boukharine à certains de ses frères... »

Deux nouveaux assassinats d'oppositionnels

Le Secours Rouge se taira-t-il ?

Après l'assassinat de Bloukine, Staline a fait fusiller encore deux camarades qui avaient été arrêtés en Janvier dernier en même temps qu'une centaine d'ouvriers bolchéviques ! C'est le Bulletin de l'opposition russe (bolchéviques-léninistes) qui nous apprend cet assassinat des camarades Silov et Rabinovitch, comme c'est lui qui nous avait confirmé le meurtre de Bloukine et comme c'est lui aussi qui, après ce premier assassinat, affirmait, avec une clarté trop vite vérifiée : « Staline ne s'arrêtera pas là ».

Que de tels coups portés par le centrisme à l'aile gauche du communisme soient le reflet d'une politique aux abois, qu'en essayant ainsi de nous affaiblir physiquement la clique stalinienne aboutisse seulement à diminuer idéologiquement l'Internationale et à livrer les ouvriers révolutionnaires à la répression capitaliste, voilà ce que nous avons montré à plusieurs reprises ici. La direction du Parti communiste et l'Humanité obéissent à la consigne de l'I.C. qui est de faire le silence sur ces crimes. Il faut les contraindre à parler il faut dénoncer devant les ouvriers une politique odieuse et funeste qui prépare le lit de la contre-révolution.

Une question est désormais à l'ordre du jour : « Le secours rouge international est-il oui ou non une organisation de secte ou de classe ? » Si cette question ne figure pas à l'ordre du jour du Congrès national de mai, il faut qu'elle soit quand même posée dans l'intérêt du Secours rouge lui-même.

Mais une chose est le P.C. et son journal et une autre chose est le S.R.I. et son organe *La Défense*. Du moins, c'est Rouffiangès qui, dans sa réponse à l'un de nos camarades de la Ligue Communiste, le dimanche 13 avril, à la Conférence de la région parisienne, l'a péremptoirement affirmé. L'appareil du S.R.I. a ici une occasion de nous montrer par des actes, qu'il est bien « une organisation de solidarité prolétarienne ayant pour but : 1° d'apporter une aide matérielle, morale et juridique à tous ceux qui sont frappés pour une action en faveur de la lutte de la classe ouvrière, quelle que soit leur tendance politique ; 2° d'éduquer et d'organiser les plus larges masses populaires en vue de la solidarité de classe ».

MECHE.

JOSE CARLOS MARIATEGUI

Le camarade J.C. Mariategui, fondateur du parti révolutionnaire du Pérou, directeur de la revue *Amauta*, du journal hebdomadaire *Labor*, vient de mourir, encore tout jeune. Il était un des leaders du mouvement révolutionnaire en Amérique latine. Dans l'organisation ainsi que dans les revues et journaux qu'il éditait, il avait commencé un gros effort pour l'introduction du marxisme révolutionnaire. Son effort, qui, nous le souhaitons, sera continué par ses camarades, pouvait porter des fruits d'autant plus intéressants qu'il se poursuivait en dehors du contrôle de la bureaucratie de l'Internationale. Le parti révolutionnaire péruvien est adhérent comme sympathisant à l'I.C., mais il n'en dépend pas administrativement. Mariategui ne se contentait pas des thèses pondues en série à Moscou ; il voulait élaborer en Amérique latine, en profitant de l'expérience gigantesque de la révolution d'Octobre et des mouvements révolutionnaires en Asie, une doctrine révolutionnaire qui puisse mener le prolétariat indigène (en majorité agricole) à la libération, sans s'embarrasser des thèses de Molotov et de Losovsky.

En rappelant ici quelle perte fait le mouvement révolutionnaire sud-américain en la personne de Mariategui, nous ne pouvons manquer de dire qu'il suivait avec la plus grande sympathie, qu'il nous avait plusieurs fois affirmée, les progrès de l'activité de l'opposition de gauche et notamment de notre revue *La Lutte de Classes*. Nous nous apprêtons d'ailleurs sous peu à faire paraître dans *La Lutte de Classes* une série d'articles sur les problèmes révolutionnaires de l'Amérique latine, et ce sera pour nous un profond regret que Mariategui ne puisse nous apporter lui-même sa contribution.

EN ESPAGNE

Berenguer et les staliniens contre l'opposition communiste

Ces notes nous étaient déjà parvenues lorsque ont été connus les incidents graves du 5 mai à Madrid. Des manifestations violentes contre la dictature et la monarchie se sont produites. Les ouvriers se sont mêlés aux étudiants ; trois drapeaux rouges ont été arborés sur l'Université.

La police de Berenguer a tiré. UN OUVRIER A ÉTÉ TUÉ, UNE VINGTAINÉ ONT ÉTÉ BLESSÉS, et plusieurs agonisent actuellement. Ainsi, malgré les manœuvres des conservateurs et des libéraux, peu à peu la conscience prolétarienne se réveille !

La semaine prochaine nous publierons des informations nouvelles.

Barcelone, avril 1930.

Berenguer a rétabli la censure préventive pour le cinéma. Sous prétexte d'émonder le cinéma de tout ce qu'il a de moralement malsain, il prépare de façon consciente et préméditée un attentat brutal et dépourvu de tout voile d'hypocrisie contre toute œuvre de caractère social illustrant des actions révolutionnaires ou allant hors du droit chemin de la religion catholique.

Primo et les siens ont exercé, mais en secret, sans la légaliser comme Berenguer, la même censure dictatoriale et réactionnaire. Toute la différence est celle de l'hypocrisie de Primo à la désinvolture de Berenguer.

Ainsi, Berenguer contrairement à ses promesses ne rétablit pas maintenant la liberté de presse, de propagande et d'opinion. Au contraire, il renforce les procédés dictatoriaux contre toute propagande et tout progrès qui iraient au-delà des limites fixées par la tradition, la religion et l'inculture espagnole.

On ne peut ni ne doit s'y tromper. Berenguer est venu sauver la monarchie, le régime semi-féodal et despotique de la bourgeoisie espagnole.

La « Vérité » à l'honneur

Ces jours derniers, notre camarade Estefania Ordozgoiti, qui allait de Bilbao à Barcelone, a été emprisonnée. Les agents de la brigade policière des chemins de fer lui demandèrent les motifs de son voyage à Barcelone lorsqu'elle allait prendre le train de Barcelone. Ses réponses n'ayant pas été de leur goût, les énergumènes policiers examinèrent le contenu de ses malles. Ils trouvèrent quelques exemplaires d'un organe que les staliniens qualifient de contre-révolutionnaire : la Vérité. Avoir eu en sa possession l'organe de l'opposition communiste de France, c'est pour les policiers de Berenguer, un motif suffisant d'être incarcérée. On conduisit notre camarade à Madrid, il y a déjà vingt jours, et elle fut mise à la disposition de la direction générale de la Sûreté. Comme il n'est pas possible d'inculper quelqu'un, légalement, pour lecture de la Vérité, on a recours au moyen très commode d'incarcérer administrativement pour un temps indéfini.

Notre camarade, loin d'être démoralisée par les procédés policiers, s'enorgueillit d'être persécutée pour être lectrice de la Vérité.

Berenguer et sa police font, sans s'en rendre compte, honneur à la Vérité en persécutant ses lecteurs, ce qui permet, d'un autre côté, aux communistes espagnols de se rendre compte des mensonges des bureaucrates staliniens contre l'opposition.

Ce n'est pas la première fois que la Vérité a provoqué la colère de la police. Il y a plus d'un mois une malle contenant des livres et périodiques espagnols et français, tous légalement autorisés et publiquement vendus en Espagne, arriva à Bilbao. Mais au milieu des livres se trouvaient des collections complètes de la Vérité et de la Lutte de classes. La malle était envoyée de Belgique par un camarade espagnol qui s'y trouve. La police se saisit de la malle et arrêta la mère de notre camarade Fernando Salvatierra, vieille femme de soixante ans qui fut traitée grossièrement et sans égards pour son âge. A sa mise en liberté, elle réclama énergiquement les livres. Réponse négative : « Tous les livres ou presque tous, pourraient être rendus, exception faite des deux collections mentionnées et des autres périodiques édités en langue étrangère », déclara le chef de la police de Bil-

bao. Quant au directeur général de la Sûreté, il ordonna de brûler immédiatement, livres, périodiques et malles. Tout laisse à supposer que ce sera fait. Par la suite, la police a perquisitionné minutieusement chez la mère de notre camarade et saisi tous les livres de sa bibliothèque.

Les persécutions de la police ont, nous le savons, un double objectif : elles visent à l'arrestation de notre camarade Salvatierra dont les bureaucrates irresponsables du Parti communiste ébruient sans cesse la présence en Espagne.

Tout cela produit ses effets et me suggère les réflexions suivantes qui sont aussi celles de bien des membres du Parti communiste : les autorités de Berenguer trouvent que détenir la Vérité est un motif suffisant d'emprisonnement, le simple fait d'ébruiter la venue d'un oppositif en Espagne provoque persécutions et opérations policières ; décidément, la police voit plus clair que les bureaucrates du P.C. et de l'I.C. Les ouvriers voient ainsi où se trouvent les vrais communistes.

Les dirigeants du Parti font du mouchardage

Les irresponsables dirigeants du P.C.E. ne craignent pas de se ridiculiser par leurs procédés dictatoriaux. Ils disent que notre camarade Salvatierra se trouve en Espagne et donnent des instructions aux organismes dirigeants de la région, comités locaux et cellules, pour exclure tout camarade entretenant des relations épistolaires ou amicales avec Salvatierra et les autres oppositifs. Auraient-ils l'intention, de rester seuls dans le parti ? Cette campagne de désagrégation coïncide avec l'inactivité du Parti dans tous les domaines de la politique actuelle. Au lieu d'utiliser les circonstances actuelles pour créer le Parti, le faire sortir de sa prostration, ils ne s'adonnent qu'à l'exclusion des meilleurs camarades qui s'opposent à leur arbitraire et à la falsification des faits pour justifier leurs fautes.

Nous ne cesserons, envers et contre tout et tous, de défendre la purification idéologique du Parti et l'unité du communisme espagnol contre ses ennemis du dedans et du dehors, sans nous laisser arrêter par les mensongères attaques des bureaucrates ni par la répression dictatoriale de Berenguer, accomplissant ainsi notre devoir révolutionnaire.

H. LACROIX.

Nous publierons dans notre prochain numéro le second article de l'étude commencée dans notre numéro du 25 avril :
Où en est la dictature fasciste en Italie ?

Lisez le numéro 20 de

« LA LUTTE DE CLASSES »

il contient la
Lettre ouverte aux membres
du
Parti Communiste Russe
par L. TROTSKY

Au sommaire :

Editorial : l'Unification Internationale de l'opposition de gauche. — Le deuxième ministère Tardieu. — *Minh-Kim* : La Bourgeoisie annamite et la mise en valeur des colonies. — *Steklov* : Les Internationalistes dans la Commune de Paris. — *Ariat* : Le rôle de la social-démocratie en France. — *Lacroix* : La crise de la C.N.T. d'Espagne. — *Alfa* : L'expérience de la capitulation. — La part des salaires dans les prix de revient. — « Monde » à l'envers, etc. Prix du numéro 2 fr.

En vente dans les principaux kiosques, 45, boulevard de la Villette, à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, à la Librairie Picart, 39, boulevard Saint-Michel.

ABONNEZ-VOUS !

DANS L'INDE

APRÈS L'ARRESTATION DE GANDHI

Depuis la semaine dernière les événements se sont précipités dans l'Inde. La caractéristique de ces événements c'est que le pouvoir travailliste a été obligé de se rallier à la tactique de répression systématique brutale contre le mouvement révolutionnaire, qui est réclamée depuis le début de la crise par les conservateurs et les libéraux.

Mac Donald a essayé quelques semaines de temporiser avec Gandhi, de faire alterner la manière forte et la manière hypocrite. Il a essayé, comme l'ont fait maintes fois ses prédécesseurs, d'opposer les hindous et les musulmans. Mais cette comédie n'a pu durer. Les masses populaires sont entrées en action avec vigueur. Des grèves se sont produites, ainsi que des révoltes armées. Il ne restait plus à Lord Irwin qu'à brusquer les choses. Le représentant de Mac Donald vient donc de réaliser 4 ordres de mesures décisives pour le sort ultérieur de la lutte.

Les ordonnances d'Irwin

1). Il a établi l'état de siège dans les régions frontalières, et notamment à Peshawar. La censure est établie. L'autorité militaire a pleins pouvoirs. Déjà des unités indigènes ont fraternisé avec la population, et le commandant anglais a dû être remplacé. La loi martiale sévit dans ses modalités les plus brutales.

Cela montre que le pouvoir civil et la police sont déjà tout à fait débordés dans certaines régions, et que l'on ne compte plus que sur les mitrailleuses et les avions britanniques du travailliste Tom Shaw, ministre de la guerre, pour ramener « l'ordre ».

2). Ensuite Lord Irwin, vice-roi par la grâce de Mac-Donald, a créé un tribunal d'exception, jugeant selon une procédure rapide, enlevant toute garantie aux accusés. La légalité bourgeoise se brise elle-même. Les tribunaux et les administrations légales ne peuvent plus remplir comme il faut leur rôle d'appareil de répression de la classe bourgeoise, d'autant moins qu'elles ont maintenant affaire à certaines fractions de la bourgeoisie qui se dressent temporairement contre eux. Enfin, l'effervescence du prolétariat oblige la « justice » à fonctionner plus rapidement, plus arbitrairement et plus brutalement que par le passé.

3). Simultanément l'Assemblée législative, dont le président Patel avait démissionné, est suspendue. En même temps la presse est bâillonnée, et enfin les réunions sont interdites. Déjà de nombreux journaux hindous, auxquels on avait imposé de verser des cautions nouvelles énormes, ont suspendu leur parution. Dans toutes les villes l'armée est sur le pied de guerre, et la police est chargée de « faire respecter » les nouvelles lois en vigueur.

4). Enfin, pour couronner cette série de mesures, le vice-roi a fait arrêter Gandhi : plus d'Assemblée législative pour protester, plus de journaux pour mener campagne en sa faveur, plus de meetings d'agitation possibles. Du moins selon la loi.

L'arrestation de Gandhi

Il est incontestable que l'arrestation de Gandhi marque un point important dans le développement actuel de la révolution. Elle marque le moment où la bourgeoisie et la petite bourgeoisie hindoues vont être obligées de préciser leur politique vis-à-vis des masses populaires et vis-à-vis de l'impérialisme anglais.

Le mouvement prolétarien est déchainé, dans les villes et dans les campagnes (grèves, révoltes spontanées, campagnes de « désobéissance civile ») ; dans une première phase, il a poussé et entraîné Gandhi et une fraction de la bourgeoisie moyenne (mais surtout Gandhi, dont les idées politiques reposent sur une sorte de communalisme agraire rétrograde). Maintenant une partie de ces chefs se sont compromis avec les masses révolutionnaires. Gandhi est arrêté pour sa responsabilité dans les mouvements de révolte. Mais les masses révolutionnaires ne s'arrêteront pas là, surtout si elles s'organisent avec un parti de classe qui les dirige. Pratiquement le programme économique de Gandhi est déjà arrivé au bout de son rouleau, parce qu'il se transpose, comme cela était inévitable, sur le plan de la lutte de classes où il devient inapplicable, et se

confond avec les revendications révolutionnaires des masses. Il faut donc que Gandhi abandonne maintenant sa plateforme actuelle de lutte pour se replacer à la tête des masses révolutionnaires, ou qu'il abandonne totalement la lutte pour se retirer dans un monastère (ou une ambulance), ou, enfin, qu'il se range nettement du côté de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire qu'il fasse maintenant ouvertement le jeu de l'Angleterre dans les rangs du mouvement populaire.

On peut être déjà sûr, si l'on s'en réfère à toute sa carrière passée, et à sa manière d'agir actuelle, que Gandhi ne cherchera plus à retrouver la voie de la masse révolutionnaire. La répression de l'impérialisme britannique contre les masses va s'amplifier, et exaspérera d'autant la lutte révolutionnaire ; elle posera d'autant plus clairement l'enjeu de la lutte, et empêchera les équivoques.

Le temps plus ou moins long que Gandhi passera dans sa prison, et la façon dont il y passera son temps, nous renseigneront bientôt sur ce point.

Que fait le Parti communiste ?

Mais il apparaît d'autre part que de plus en plus c'est la revendication d'un parti de classe pour diriger la lutte, d'un parti communiste avec un programme clair et capable de grouper les masses ouvrières et paysannes exploitées, qui est l'ordre du jour de la révolution.

Sur ce point la direction officielle de l'Internationale Communiste continue à rester muette. Il y a dans l'Inde un parti soutenu par l'I.C. qui s'intitule « Parti ouvrier et paysan », création de Staline. Ce Parti, de par sa composition et sa nature même, ne peut pas conduire la lutte. Il peut seulement jeter la confusion dans le mouvement. Et en fait de Parti communiste, il existe une « aile gauche » de ce « Parti ouvrier et paysan » qui représente en théorie la section hindoue de l'I.C. Mais ce Parti n'a aucune existence réelle dans la lutte. Toutes les faveurs de Staline vont au P.O.P. hindou. Avec lui la bureaucratie stalinienne de l'I.C. veut recommencer les erreurs criminelles qui ont été commises en Chine.

Dans l'*Humu* du 4 mai, on fait pour la première fois une allusion discrète au P.C. hindou. On dit : « Il est du devoir du P.C. de l'Inde de formuler ces revendications (économiques et sociales), et de donner une direction claire au mouvement. » Pure hypocrisie ! Cette déclaration est une feuille de vigne posée sur la vérité crue et nue qu'est l'absence de réalité du P.C. hindou. Le P.C. Hindou n'a pas de journal ; il ne peut donc pas exister.

Nous demandons, de nouveau, avec toute l'opposition de gauche : quelle est la plateforme de lutte du P.C. de l'Inde ? Quelles sont ses forces, quels sont ces objectifs actuels, où est sa presse ? Nous exigerons de la bureaucratie stalinienne une réponse. — P. N.

Après le Premier Mai
chaque militant doit lire

La «troisième période»
d'erreurs
de l'Internationale
communiste

par L. TROTSKY

Elle éclaire la situation générale
du mouvement et la politique erro-
ronée des dirigeants du Parti.
Achetez-la, lisez-la, faites-la lire !

Un exemplaire : 3 francs

Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE
45, boulevard de la Villette
Paris (10^e)

APRÈS YEN-BAY

Au secours des condamnés à mort !

Sur treize dossiers de condamnations à mort prononcées par les cours martiales des négriers d'Indochine, le président Doumergue en a maintenu quatre. Les exploiters de la colonie les livrent au bourreau, l'homme de paille que la bourgeoisie a placé à l'Élysée, contresigne les quatre meurtres avant d'aller festoyer en l'honneur de la florissante exploitation de l'autre colonie.

La bourgeoisie française fait face à ses colonies. Son journal d'honneur, le *Temps*, s'offre maintenant un supplément colonial. Nous y apprenons que le chiffre des exportations indochinoises a progressé en 1929 de la façon suivante :

Peaux brutes : 3.230 tonnes, soit 9.900.000 francs, en progression de 418 tonnes sur 1928.

Caoutchouc : 10.309 tonnes, soit 413 millions 385.000 francs, en progression de 516 tonnes.

Houille : 1.350.737 tonnes, soit 403 millions 759.000 francs, en progression de 283.504 tonnes.

Poissons secs : 32.878 tonnes, soit 62.456.000 francs, en progression de 2.155 tonnes.

Poivre : 3.779 tonnes, soit 67.276.000 francs, en progression de 573 tonnes.

Kapok : 754 tonnes, soit 5.976.000 francs, en progression de 391 tonnes.

Seuls quatre postes d'importance moindre sont en régression.

Les exportations étaient déjà passées de 846 millions en 1919 à près de quatre milliards en 1926. Les négriers français — et, pour sa part, la bourgeoisie d'Indochine — ne sont pas malheureux.

Le capital français n'assouvit pas sa soif. Les *Caoutchouc de l'Indochine* annoncent qu'en 1929, la Société a fait porter tous ses efforts vers l'abaissement de son prix de revient. On devine qui fait les frais de cette économie. Le *Crédit Foncier de l'Indochine* annonce que les opérations de prêts hypothécaires continuent à progresser régulièrement tant dans les centres urbains que dans les provinces agricoles

marquant ainsi les progrès de l'usure expropriatrice (*Paris-Midi* du 6 mai). Enfin à l'assemblée générale de la *Société financière française et coloniale*, le négrier en chef, Octave Homberg a fait voter un rapport qui fait observer que « l'année 1929 a été pour les colonies une année difficile, ces difficultés seraient considérablement atténuées si la France inaugurait une politique coloniale plus allante et plus énergique ».

Le pillage de l'Indochine pèse sur 20 millions d'indigènes. Ce sont 22.000 Européens qui représentent l'impérialisme exploiteur.

Le coolie indochinois travaille douze heures pour gagner quatre francs. Au Tonkin, pour prix d'un travail harassant, le travailleur ne reçoit que les deux tiers de la ration vitale de riz.

Voilà pourquoi il faudra que Dang-Van-Luong cultivateur, Nguyen-Thân-Thuyet caporal tirailleur, Ngo-Hai-Gang caporal, Dang-Van-Tich commerçant plient les genoux devant les bourreaux.

Voilà pourquoi trente-neuf dossiers de rebelles condamnés à mort par les pirates européens attendent la décision du représentant de la bourgeoisie française actuellement en tournée dans l'autre colonie.

Voilà pourquoi des dizaines de rebelles sont voués aux terribles bagnes d'Indochine.

Voilà pourquoi les fusils de la chiourme française ont couché sur le sol cinq manifestants le Premier Mai à Hanoï, pourquoi la police a tué le 6 mai à Vinh vingt « rebelles ».

C'est le même impérialisme qui exploite les travailleurs français et qui presse les populations affamées d'Indochine, qui, aujourd'hui, écrase dans le sang les velléités de révolte. C'est dans l'exploitation coloniale intensifiée que se fortifie la puissance des exploiters. Par solidarité avec les exploités de l'Indochine dans la lutte contre l'impérialisme français, les travailleurs se doivent de défendre au bourreau les têtes des révoltés de Yen-Bay.

Au secours des condamnés à mort !

A ALGER

L'impérialisme pavoise

Que de raisons pour nous d'être fiers de l'Algérie.

Gustave FOURMENT
Sénateur
socialiste S.F.I.O.

L'impérialisme français pavoise. Il célèbre cent ans de conquête de l'Algérie. Le plus haut fonctionnaire de la République promène son sourire gras et rose entre deux haies de militaires et de profiteurs.

Un siècle de rapines et de spoliations marquées d'abord de longues décaides sanglantes : l'anéantissement sauvage des tribus, les villages incendiés, les populations enfumées dans les grottes, le massacre et le pillage sans merci, les horreurs cruelles de l'extermination coloniale dont l'impérialisme écrit encore aujourd'hui les pages de gloire dégouttante de sang au Maroc voisin, mêlant au carnage des indigènes l'assassinat des prolétaires et des paysans français militarisés. Un siècle d'expropriation des tribus auxquelles on vola leurs terres et leurs troupeaux pour les écraser sous la pression de la civilisation, un siècle du rude labeur des premiers colons qui défrichèrent les champs du capital. Derrière les généraux, la bourgeoisie vint assouvir sur la riche Algérie sa convoitise rapace.

Cent ans. Après un siècle passé, l'impérialisme s'épanouit. L'an dernier l'Algérie exporta en France 3 milliards de francs de marchandises et en importa de France pour 4 milliards et demi,

c'est « l'un des marchés les plus sûrs ». De puissantes compagnies extraient du sol le minerai de fer et le phosphate et des indigènes les dividendes. Les travailleurs connaissent les misères de l'oppression coloniale, du salariat et du recrutement. Aux cruautes des chefs militaires, aux injustices des administrateurs succède le puissant appareil social de l'exploitation capitaliste. Quelques écoles, quelques dispensaires, le pavillon couvre les marchandises. Doumergue peut parader entre des spahis asservis pour que les chefs des tribus humiliées lui apporte contre une maigre rançon (promotion de la Légion d'honneur du centenaire) la confiance soumise des conquies. Les tribunaux extraordinaires, font le reste.

Cent ans de spoliation. Le pillage devenu organisé et pacifique. La conquête presque intégrée à la conquérante. L'impérialisme français, encadré de ses troupes d'Afrique, peut sourire à son œuvre maîtresse.

Mais si le capitalisme a arraché une population à la vie nomade et à l'agriculture primitive pour la soumettre à son joug, les indigènes trouvent, dans les conditions de la production industrielle et du régime social du capitalisme, les moyens de former leur conscience de classe et de développer des organisations révolutionnaires qui, unies au prolétariat de France, porteront à l'impérialisme le coup mortel sur le terrain même qu'il aura préparé. L'impérialisme français a derrière lui cent ans de domination de l'Algérie. Combien en a-t-il devant lui ?

DANS L'INTERNATIONALE

Bordiga est exclu pour « trotskysme »

Les stalinien sont condamnés à se surpasser toujours dans la bassesse et dans l'ignominie. Ceux qui dirigent présentement le Parti communiste italien les plats valets Ercoli et Garlandi, viennent d'exclure le camarade Bordiga. Ils ne se sont pas bornés à reprendre leurs sottises habituelles sur le « trotskysme » ; ils y ont ajouté une infamie particulière.

Voilà le texte intégral du répugnant document qu'ils font publier par leur presse officielle :

Le Comité central du Parti communiste d'Italie, considérant que la neuvième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste a décidé que l'adoption et la défense des points de vue de l'opposition trotskyste ne permet pas de demeurer dans les rangs de l'I.C. et de ses sections. — décision confirmée par le VI^e Congrès mondial ;

Considérant qu'Amadeo Bordiga a appuyé, défendu, fait siennes les positions de l'opposition trotskyste et qu'il personnifie un courant aboutissant à cette opposition ;

Considérant que les positions idéologiques et politiques de ce courant, non seulement sont en contraste profond sur la base même du programme, avec la ligne politique de l'Internationale et du Parti, mais qu'elles ont tendance aujourd'hui à coïncider avec les positions opportunistes et liquidatrices des courants de droite que l'Internationale et le Parti combattent avec le plus grand acharnement ;

Considérant que l'opposition trotskyste est aujourd'hui, de fait, une formation contre-révolutionnaire conduisant systématiquement la lutte contre le communisme et contre l'Union Soviétique pour briser les rangs du parti mondial de la révolution ;

Considérant que A. Bordiga a donné les directives et a développé une activité fractionnelle de désagrégation du parti et que de lui se réclament les pires éléments chassés par le Parti comme des ennemis ;

Considérant que Bordiga, la période de trois ans de déportation terminée, a agi d'une façon indigne d'un communiste et d'un combattant de la révolution prolétarienne ;

Déclare Amadeo Bordiga exclu des rangs du Parti communiste d'Italie, demandant au C.E. de l'I.C. de ratifier cette décision ;

Pose à l'ordre du jour du Parti la lutte pour la liquidation définitive des résidus de l'infantilisme soi-disant de « gauche » lequel n'est autre chose qu'une forme d'opportunisme empêchant le Parti de voir clairement et de remplir ses tâches de guide de la classe ouvrière dans la révolution.

Ce document sue la lâcheté.

Seuls des misérables dépourvus de toute dignité révolutionnaire peuvent accuser publiquement un homme comme Bordiga, prisonnier du fascisme en Italie et par là dans l'impossibilité de se défendre. Car Bordiga reste prisonnier du fascisme, même s'il est maintenant « libre » de se déplacer d'un point à l'autre du pays, comme tant d'autres ouvriers révolutionnaires revenus des bagnes et de la déportation.

L'exclusion de Bordiga n'est qu'un geste de servilité qui n'a d'autre valeur pratique que de nous indiquer jusqu'à quel point les Ercoli et les Garlandi, dociles autrefois devant Bordiga comme ils le sont devant tous ceux qui détiennent le pouvoir, ont abaissé le nom et le prestige de la Centrale du Parti communiste d'Italie. Lors des batailles décisives ce ne seront certainement pas les Ercoli que nous verrons à la tête des masses en Italie. A ce moment-là il faudra sans doute un nouveau communiqué de Terracini pour faire sortir Ercoli de son trou.

Les communistes italiens luttent dans des conditions particulièrement difficiles. Ils ont besoin, plus que tous autres, d'avoir à leur tête des hommes inspirant une pleine confiance par leur fermeté, leur courage, leur capacité. L'exclusion de Bordiga qu'ils ont toujours reconnu comme leur chef valeureux pose devant eux, de manière

impérieuse, la nécessité de chasser les larbins stalinien, opportunistes hier, ultra-gauches aujourd'hui, qui déshonorent le communisme et sont un péril pour leur parti et pour la classe ouvrière.

LA VERITE.

Nous avons reçu, d'autre part, la communication suivante :

Le communiqué de la direction du Parti annonçant l'exclusion de Bordiga a ému profondément, comme il était facile de le prévoir, les camarades du Parti soit en Italie, soit dans l'émigration. Nous savons aussi que l'opposition nouvelle qui se manifeste dans le Parti par suite du zigzag ultra-gauche de la direction, opposition dont la *Vérité* a déjà parlé, s'est prononcée vigoureusement contre l'exclusion de Bordiga.

Cette opposition, tout en continuant d'être politiquement en désaccord avec les camarades bordiguistes sur différentes questions de tactique, estime possible une collaboration avec ces camarades. En conséquence, elle demande la réintégration dans le Parti tant de Bordiga que des bordiguistes qui ont été exclus dans le passé.

En U. R. S. S.

Voix d'en-bas

Dans sa lettre ouverte aux membres du Parti communiste Russe (publiée dans la *Lutte de Classes* d'avril 1930), le camarade Trotsky dit : « Il n'est pas admissible qu'il ne se trouve point dans le parti de Lénine des milliers et des milliers de gens dans la conscience de qui la politique et la théorie de Staline ne semblent l'inquiétude et l'indignation. »

Il est impossible en général de voir à travers la presse soviétique dans quelle mesure se manifeste ouvertement l'indignation des communistes contre la direction actuelle du Parti.

Mais de temps en temps les journaux soviétiques sont obligés d'avouer que la base ne suit pas toujours la direction qu'on « critique trop souvent cette direction au lieu de faire sa propre auto-critique. »

Le discours de Kossior, secrétaire actuel du P.C. de l'Ukraine, publié par la *Pravda* du 26 avril 1930, en donne une preuve suffisante. Kossior cite quelques interventions faites par les camarades de la cellule de l'Université Artem à Kharkov.

« Le Comité central — disait un camarade — n'a pas fait preuve de la souplesse nécessaire dans la question de la collectivisation. »

« Le C.C. n'est pas intervenu en temps utile. C'est pourquoi dans ces déviations ainsi que dans ce vertige causé par les succès, les organismes supérieurs — le C.C. inclus — portent les mêmes responsabilités que les organisations de base. »

Un autre camarade a déclaré : « Il faut le dire ouvertement, le C.C. était entraîné par les succès de la collectivisation de la même façon que les organisations de base. Le Comité central fut aussi en proie aux vertiges causés par les succès et il a mal dirigé son travail. » Ici Kossior ajoute avec angoisse : « N'oubliez pas que ce camarade vise directement le C.C. du P.C. Russe ! » Autrement dit — ce camarade avait l'audace de toucher à la sacro-sainte personne de Staline. Horreur !

Et enfin voilà une intervention d'un troisième camarade : « Le C.C. n'a pas accordé jusqu'à maintenant des privilèges aux kolkhoz, tandis que maintenant il en fait, cela veut dire que le C.C. avait fait des « gaffes » et aujourd'hui, avec les avantages qu'il accorde aux kolkhoz, il veut corriger ses « gaffes ». »

Et Kossior de commenter ces interventions :

« Ces calomnies contre le parti viennent de l'arsenal trotskyste. Nous nous trouvons, sans aucun doute, devant un récidive des sentiments oppositionnels. Et ce n'est pas par hasard... »

Nous ne croyons pas non plus que ces critiques saines et justes viennent par hasard. Elles expriment la poussée étouffée des milliers et des milliers de membres du P.C. Russe. — O.

Un Premier Mai de faillite

Les ouvriers exigeront des comptes

Journée de lutte ?

Le Premier mai, journée de lutte, journée de « grève politique et revendicative de masse » ? Non ! Le 1er mai fut une journée de liquidation pour la politique officielle du Parti, une journée durant laquelle le prolétariat a été abandonné par sa soi-disant « fraction dirigeante », une journée pendant laquelle chaque ouvrier du Parti a vu clairement où conduisait la politique fautive de la direction !

Ce qu'ont été le chômage et les manifestations, chacun a pu le voir dans son coin. Plus loin nous donnons quelques relations de nos correspondants, qui ne sont pas grossièrement travesties comme celles de l'Humanité.

Nous avons retenu les plus significatives pour retracer la physionomie que revêtit la journée selon les coins et les circonstances.

200 à 300.000 chômeurs dans la région parisienne. Des milliers de chômeurs dans le Centre, le Nord, etc... Mais n'oublions pas que la C.G.T. avait préconisé le chômage ! Dans quelques villes de province les séances à la Bourse du Travail ont été tenues en commun par les confédérés et les unitaires (par exemple à Moulins). Ces chiffres sont significatifs, si on les compare à ceux des manifestants.

Quant aux manifestations de masse : Rien. Des batailles, la rue aux manifestants ? Non. La flicaille tenait le pavé, et le tenait bien. Aucun des mots d'ordre du parti ne fut suivi ! Quelques poignées de camarades tentèrent de ci de là des petites manifestations, aussitôt réprimées. Nos camarades de l'opposition s'y trouvaient toujours au premier rang. On ne pourrait pas en dire autant de tous les fonctionnaires 100 p. cent du Parti !

De lutte de masse, aucune, nulle part. Jamais la direction du parti ne montra plus clairement combien elle était coupée de la masse et des ouvriers révolutionnaires. Comme nous le montrons plus loin, elle afficha même son mépris à leur égard.

Il est certain que jamais depuis la guerre on ne vit un Premier Mai aussi faible, aussi désorganisé. Même les ouvriers qui chômaient ne manifestèrent pas. La direction du parti les avaient abandonnés !

La direction du Parti n'est plus obéie

Quel fut l'objectif « politique » que la direction prétendait donner au 1er mai ? Le voici, d'après la circulaire sur la préparation du 1er mai 1930 qui fut distribuée à toutes les organisations du Parti : « En préparant la grève politique et revendicative de masse, le Parti prend l'initiative de l'offensive de la majorité de la classe ouvrière pour transformer l'essor du mouvement révolutionnaire en un vaste mouvement de masse aboutissant à la lutte décisive pour le pouvoir. La grève politique de masse est une étape sur la voie menant à l'insurrection prolétarienne ».

Qu'est-ce que cet objectif avait de commun avec la réalité ? Rien. Ce sont des phrases creuses qui discréditent notre parti, qui discréditent la tactique communiste et l'esprit même du marxisme. Il n'y eut aucune grève de masse pouvant aboutir à la lutte pour le pouvoir. Au contraire, chaque camarade a pu se rendre compte de ses yeux que toute la tactique du parti nuisait à l'action de masse et ne conduisait pas à l'insurrection, mais à la liquidation du communisme.

Dans le détail, les mots d'ordre pour la région Parisienne transmis par les rayons furent : tentatives de débâchage là où les ouvriers travaillaient, tentatives de manifestations aux points de concentration désignés, et le soir... tous à la Santé. Ce dernier mot d'ordre, quoique diffusé par tracts, n'a pas été du tout suivi. De nombreuses cellules ont refusé de le suivre, comme étant un mot d'ordre de provocateurs. Le débâchage fut à peu près inexistant, et toutes les manifestations avortèrent.

L'opposition dans la lutte

Les camarades de la Ligue communiste (opposition), et tous les membres du parti sympathisant avec l'opposition furent parmi les plus actifs. Nous avons montré et montrerons aux ouvriers que partout nous sommes à leurs côtés ; c'est pourquoi nous pouvons dénoncer la politique folle de la direction, à chaque occasion.

Avant le Premier Mai, plusieurs camarades étrangers appartenant à l'opposition furent expulsés, et pendant la journée plusieurs camarades furent arrêtés. Dix mille tracts furent distribués par nous à la porte de grandes usines de la région parisienne (Citroën), ainsi que dans différentes régions de province, et la Vérité fut vendue. Dans une réunion du parti, à Clichy, très maigrement fréquentée, une dizaine de nos camarades, bloqués par la police, purent montrer aux membres du Parti dans quelles impasses la direction les entraînait. L'Humanité s'est bien gardé de souffler mot du caractère réel de cette réunion !

Tous les camarades du Parti, sauf la clique de fonctionnaires, qui ment par ordre, savent que nous sommes à leurs côtés, contre la direction liquidatrice des Semard, Berlioz, Gilton, etc..., contre le P.O.P., contre la clique démocrate qui vise, à travers la direction du parti, le communisme.

Cela n'empêche pas la direction de multiplier les infâmies contre l'opposition. Dans le numéro spécial de l'Humanité de tête débute ainsi : « La camarilla socialiste, trotskiste, popiste (Garchery, Sellier et Cie) qui a pour tâche essentielle de diminuer et de discréditer le Parti communiste aux yeux des masses prolétariennes, hurle à sa décomposition, à la liquéfaction du Parti » etc... Voilà ce que les bureaucrates corrompus trouvent à dire aux ouvriers le 1er mai !

C'est vrai que les socialistes et le P.O.P. font tout leur possible pour ruiner le Parti communiste au profit de leur. Ils le font parce qu'ils sont des social-démocrates. Mais qui est avant tout responsable du « discrédit » jeté sur le parti ? C'est la direction du Parti elle-même, qui accumule, sans jamais les reconnaître, les critiquer, ni les réparer, les fautes, les erreurs et les crimes contre le communisme et les ouvriers révolutionnaires !

Seule l'opposition, organisée dans la Ligue Communiste, reste communiste, mène le combat communiste contre les démocrates du P.O.P., et les socialistes, et contre les bureaucrates dégénérés de la direction.

Pour le Premier Mai 1931

La condition pour que le 1er mai 1931 ne ressemble pas à celui de cette année, pour que les ouvriers reprennent confiance dans le communisme, c'est que soient tirées les leçons des échecs.

La direction du parti s'en gardera bien. Au contraire, elle les cache, elle les transforme en victoires... sur le papier. Quant aux droitiers (P.O.P. et autres) ils espèrent tirer bénéfice des erreurs répétées de la direction pour leur parti anti-communiste.

Seule la Ligue Communiste (Opposition) continuera impitoyablement sa critique pour la renaissance du Parti communiste débarrassé de toute sa bureaucratie corrompue, de ses chefs irresponsables, et de ses provocateurs.

Il faut tirer les leçons de l'échec lamentable du 1er mai !

Dans le Parti, chaque camarade doit exiger des bureaucrates des informations et des comptes, et demander :

Qu'ont fait, le 1er mai, les soi-disant 8.000 membres de la région parisienne du Parti, et les dizaines de bureaucrates et permanents de toute sorte ?

Pourquoi a-t-on changé chaque jour les objectifs de la journée, durant le mois d'avril.

Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte des avis des fédérations de la C.G.T.U. ? Pourquoi la direction parle-t-elle de

préparer l'insurrection, alors qu'elle est incapable de réunir le 1er mai, plus de 2 ou 300 camarades pour une manifestation ?

Comment la direction explique-t-elle que les bataillons de flics et de gardes mobiles aient été maîtres du pavé partout, sans rencontrer le moindre résistance, alors que Laforge, secrétaire général du Parti, parlait « d'opposer aux légions des flics, des fascistes et des social-fascistes, les bataillons compacts de prolétaires encadrés par les groupements d'auto-défense » ?

Pourquoi l'Humanité bluffe-t-elle, et ment-elle en présentant cette journée du 1er mai comme une victoire ?

En dehors du Parti, nos camarades tiendront partout où ils pourront des réunions, en expliquant aux ouvriers que c'est toute une ligne politique fautive qui conduit la direction au putschisme verbal, et à l'inaction en face de la situation réelle.

C'est seulement autour de la Vérité, autour de la Ligue Communiste (Opposition), que les communistes peuvent se réunir pour changer cette ligne et balayer l'appareil corrompu.

Les expulsions d'ouvriers étrangers

A l'occasion du 1er mai, comme à l'occasion de toute journée révolutionnaire, la police de Chiappe fait expulser un bon nombre d'ouvriers étrangers, soigneusement repérés à l'avance. Nous avons dit d'autre part que des camarades appartenant à l'opposition communiste ont été expulsés à cette occasion. La presse bourgeoise se signale toujours dans ces circonstances par son acharnement à demander le « lessivage » de son pays. Cette fois-ci le Petit Parisien s'est surpassé avec un article du nommé Prax. Dans cet article canaille, en date du 2 mai, il invite la police à la répression, en désignant aux coups du pouvoir les ouvriers étrangers qui font leur devoir de classe en manifestant et en luttant côte à côte avec leurs camarades français. Ce pauvre Prax demande que les révolutionnaires étrangers aillent lutter « chez eux ». « Comment, s'esclaffe-t-il, il y a le fascisme en Italie, et les fougueux révolutionnaires italiens ne sont pas tous massés à Rome pour combattre le régime abhorré ? ».

Ces bourgeois ne comprennent pas, ne peuvent pas comprendre, et ne comprendront jamais que les prolétaires n'ont pas de patrie. Le prolétariat est une force internationale, et les ouvriers doivent lutter de la même façon dans n'importe quel pays où ils se trouvent. N'importe où, leur victoire sera celle du prolétariat. En France particulièrement, nous, communistes nous appelons les ouvriers étrangers, dont le capitalisme ne peut pas se passer pour sa production, à lutter côte à côte avec leurs camarades français.

A CLICHY :

Front unique des communistes et des oppositionnels

Un des principaux points de concentration, indiqués par les affiches du parti était la salle Refluit à Clichy, où un meeting devait se tenir à 15 heures. Devant l'entrée de la salle, Chiappe, entouré seulement de quelques collaborateurs, plantonnait insolemment. Au tournant de la rue, stationnaient trois camions bourrés de gardes mobiles.

Une centaine d'assistants, pas plus, avaient répondu à l'appel du parti. Trois orateurs du rayon prononcèrent sur un ton funèbre un lamentable plaidoyer reconnaissant l'échec de la manifestation, dans une atmosphère de consternation générale. Après un appel insolite aux camarades « des diverses tendances du mouvement ouvrier » à apporter leurs critiques, Dallet monta à la tribune pour prononcer devant un auditoire indifférent un terne discours de réunion publique. Le bruit parvenait dans la salle que quelques camarades qui étaient sortis, parmi lesquels Rosmer, avaient été immédiatement arrêtés et emmenés dans des camions par

les gardes mobiles qui encerclaient maintenant la salle. Nous avons immédiatement pressé Dallet de prendre des décisions pour éviter que les camarades se fassent cueillir en sortant sans défiance. Dallet, tout à fait désorienté, déclara aux camarades réunis que « la situation était très épineuse... que la situation était sans issue... » Les « responsables » qui n'avaient rien prévu, étaient absolument désemparés et incapables de prendre aucune mesure sérieuse ! Une lettre du maire popiste Auffray acheva d'augmenter leur flottement. Auffray se faisait le porte-parole du commissaire à qui il avait demandé « de fermer la salle ». Dallet donna lecture des propositions du commissaire transmises par Auffray : « les femmes pourraient sortir librement, mais les hommes, s'ils restaient dans la salle seraient gardés jusqu'au lendemain matin, s'ils sortaient seraient retenus jusqu'à dix heures. » Nos camarades et les camarades de la base intervinrent énergiquement pour que les propositions d'Auffray et de Chiappe soient repoussées avec mépris et pour qu'une réponse très ferme soit votée. Les camarades femmes refusèrent de quitter la réunion. Lorsque la résolution de demeurer dans la salle fut prise, nos camarades de la Ligue prirent la part la plus active au service d'ordre aux portes et aux fenêtres. Nos camarades, chargés d'avertir l'Humanité de la situation, remplirent cette tâche.

Pendant tout le restant de la journée, jusqu'à la nuit, de fraternelles discussions rapprochèrent les camarades du parti et des Jeunesses et les oppositionnels. Le numéro spécial de l'Humanité, où l'on essaye d'assimiler les « trotskystes » et les opportunistes était vivement commenté et condamné. Seuls quelques-uns des fonctionnaires se montraient un peu rétifs. Dallet fut mis au pied du mur de constater si nous, enfermés par la police avec les membres du Parti, pouvions être mis dans le « même sac » que les socialistes ou le P.O.P. Il fut bien obligé de convenir que non ! Devant les ouvriers, dans la lutte, les fonctionnaires eux-mêmes sont bien obligés de tenir un autre langage que dans les journaux du Parti !

Les leçons de la journée nous permirent de montrer aux camarades que la direction était responsable de la situation du Parti, et du pouvoir de plus en plus renforcé de la police. Nous leur avons montré que la direction se tairait sur l'échec pour éluder ses responsabilités.

En effet, elle s'est tue, et particulièrement sur Clichy, n'osant même pas publier la motion qui y fut votée. Mais l'opposition ne se taira pas : elle exigera une discussion ouverte dans le parti, des assemblées d'informations, la liberté des groupements dans le Parti, et la libre diffusion de la « Vérité ». La pression des ouvriers nous aidera à les obtenir.

Un groupe de camarades.

A LA SANTE :

Personne

Le parti avait donné comme mot d'ordre pour la soirée : Tous à la Santé, à 21 h. 30 ! Des tracts imprimés et dactylographiés avaient été distribués dans la journée. Naturellement, la police avait été prévenue auparavant. Dès 8 h. du soir, la place Denfert-Rochereau, le boulevard Arago, les Gobelins, étaient occupés par au moins 1.500 à 2.000 flics et gardes mobiles. Impossible d'approcher la Santé. Aussi bien personne ne s'y risqua, surtout pas les bureaucrates qui avaient inconsidérément lancé le mot d'ordre. Une ou deux dizaines de camarades isolés furent arrêtés place Denfert. Ce fut tout, absolument tout. Nulle part il n'y eut même tentative de manifestation. A tel point que l'Humanité du lendemain n'osa même pas revendiquer le mot d'ordre que le parti avait lancé ! Elle tut prudemment à ce sujet !

D'autant plus que de nombreux camarades ont refusé de suivre ce mot d'ordre de provocation imbécile, dans leurs cellules et leurs rayons. On n'a même plus la force d'imposer les réunions syndicales et l'on veut manifester en masse à la Santé ! Y a-t-il une manière plus bureaucratique et plus idiote de mépriser les travailleurs et de se moquer de leurs manifestations ?

Dans la Banlieue

A ARGENTEUIL :

Le parti renonce à la manifestation

Chaque année une manifestation importante a lieu à Argenteuil, mais cette année, rien. En appliquant mécaniquement les directives de la R.P., le brave responsable du sous-rayon supprima le pointage des cartes et « forma » des groupes de 5. Notre 100 p. cent n'a naturellement pas songé que les conditions objectives sont autres à Argenteuil qu'à Paris. Donc, rien ne fut fait pour préparer les ouvriers à un nouveau mode de manifestation. Le 28 avril, un meeting eut lieu qui réunit 50 camarades. Voyez radicalisation. Le Secrétaire initiateur de la réunion n'était même pas là. Des camarades sans parti ont signalé que le Comité intersyndical d'Argenteuil, dont le secrétaire est membre, ne s'était pas réuni depuis... 6 semaines. Ce secrétaire du sous-rayon est en même temps secrétaire du C.I. Que doit-on penser des sans-parti du « rôle dirigeant » du Parti ?

Le Parti supprima le pointage et le meeting traditionnel. Le responsable prophétisa que la Maison du Peuple serait fermée par la Police. Les autonomes déclaraient que eux n'avaient pas peur des flics et qu'ils tiendraient leur meeting habituel. Voilà comment la tactique du Parti aide les éléments qui n'ont pas rompu avec le communisme.

Le 1er mai les « groupes de 5 » (dans la mesure où ils existaient), étaient dispersés dans la ville et se concentrèrent finalement à la Maison du Peuple où il n'y avait... pas de flics.

Les fautes commises sautent aux yeux. 1°) préparation superficielle avant le 1er mai. Jeu avec l'illégalité, au lieu de savoir combiner le travail légal et illégal. 2°) Le Parti n'a même pas cherché à lutter pour sa légalité. Il s'est mis d'avance dans l'illégalité en abandonnant ses positions sans combat.

Un camarade.

A SAINT-DENIS :

Pas de préparation

A l'usine Sulzer, aucun tract du Parti n'a été distribué avant le 1er mai, alors que pour les élections qui ont eu lieu récemment, l'usine en était inondée. A part cela, le parti est anti-électorale ! Il y a pourtant un 100 pour cent dans la boîte, mais il avoue lui-même qu'il a la cosse pour le boulot. Il ne sait que dire qu'il faudra faire mieux. Nous lui montrerons comment ! Le lendemain 2 mai il ne sait que dire ironiquement : hein, les masses sont radicalisées !

Deux camarades de St-Denis.

AU BOURGET :

Pas de meeting

Bien que les ouvriers du Bourget soient peu organisés, un certain nombre de patrons ont cru bon de fermer leurs portes. Quelques jours auparavant, le comité local du S.R.I. avait averti deux des principales usines : Electro-Mécaniques et Pompes Washington. A cette dernière une réunion fut organisée, à laquelle assistèrent... 4 camarades seulement.

Le 1er mai, 10 usines étaient fermées : Electro-Mécanique, Pompes Washington, Filage, Vauret, Falk-Roussel, Fer à cheval, G.I.C.T., Alsacienne, Todisco. Chez Meunier, Mombrot, Cie Française d'Entreprise, quelques ouvriers et ouvrières seulement au travail. Au champ d'aviation, Châminis de fer, T.C.R.P. chez Crâne à la limite du Bourget et de la Courneuve, travail à peu près complet. Chez Métayer, quelques manœuvres seulement. Le matin à la gare et aux tramways jusqu'à 7 heures, très peu de voyageurs. De 7 h. à 7 h. 30, heure à laquelle les employés commencent à aller au travail, un peu plus d'affluence. A 8 heures (ce ne sont que des employés) même affluence qu'à l'ordinaire.

Quatre camarades, sur 12 qui avaient pris rendez-vous pour aller à Aubervilliers au meeting de l'après-midi, étaient présents au rendez-vous. A Aubervilliers, environ 200 à 250 copains circulaient autour de la Mairie et de la Coopérative. Ceux qui s'approchaient de la Coopé., devaient montrer leurs papiers et déguerpir, sinon ils étaient immédiatement arrêtés, ainsi que ceux qui n'avaient pas de papiers. Une quinzaine de camarades furent arrêtés. — G. R.

A BAGNOLET :

Les « responsables » ne prirent pas leurs responsabilités

Contrairement à l'habitude, les forces policières sont dans la matinée disséminées

et cachées et l'on a l'impression très nette qu'on opère un changement de tactique, si bien que journaux et tracts sont distribués sans anicroches sur la place de la Mairie. Aux bains-douches où a lieu le meeting, les camarades emplissent peu à peu la salle sans être inquiétés. Au cours de la réunion, le camarade Belot, Couderc, maire de Bagnolet et Meunier, délégué du rayon exposèrent le point de vue des organisations.

Meunier proclama que seule la direction actuelle du Parti et de la C.G.T.U. était dans la bonne voie, et que ceux qui n'étaient pas d'accord avec elle, étaient un danger pour mener à bien la lutte révolutionnaire ; il stigmatisa les Garchery, Sellier, etc., en dénonçant avec juste raison leur trahison, et s'attaqua aussi au Comité pour l'Indépendance du syndicalisme. Mais, quand il en arriva à l'opposition de gauche, visiblement gêné et sans prononcer de noms il déclara que ceux qui affirmaient n'avoir pas peur de la répression et de la prison mais trouvaient que la position de la majorité du Parti était fautive, devaient être considérés comme aussi redoutables et dangereux que les autres. Les camarades de l'opposition n'ont pas voulu en ce jour de 1er mai troubler en quoi que ce soit cette réunion, se réservant de répondre à Meunier en d'autres circonstances.

A la sortie du meeting, une colonne se forma. Cela ne pouvait être toléré dans notre République de profiteurs. Policiers et gardes mobiles s'élançèrent, mais durent attendre du renfort pour arrêter au hasard 5 ou 6 manifestants. A noter la présence en personne du commissaire accompagné de ses subordonnés devant la maison où se retirèrent après la manifestation les camarades oppositionalistes. L'après-midi, déjouant les manœuvres policières, le mot d'ordre fut lancé de se réunir sur la butte. Une réunion s'y tint, où une camarade femme prit la parole. Mais le manque d'organisation et l'absence totale de responsables (n'est-ce pas Couderc et les appointés du Parti ? n'est-ce pas les fonctionnaires syndicaux et autres à 150 p. cent ? Seul BeFanger, bon camarade de la base, prit ses responsabilités, accompagné de quelques élus municipaux) entraîna un affolement devant l'arrivée des flics, le désarroi quasi total et la fuite dans tous les sens ; résultat : une vingtaine d'arrêtés et pas mal de copains frappés par les flics déchainés. Est-ce cela du travail révolutionnaire ? Non ; luttons pour une meilleure méthode, de la décision et de l'organisation.

La journée se termina dans une atmosphère de dictature policière où chacun était dévisagé, au besoin fouillé, ce qui doit renforcer dans l'esprit des travailleurs la haine du régime, leur volonté de lutte et de combat.

Pour les camarades oppositionalistes :
CAPDEVILLE.

En Province

En province, le 1er mai a eu une figure bien différente selon les endroits. Dans certaines régions industrielles le chômage fut sérieux. Dans différents coins des meetings se tinrent, peu fréquentés. En tout cas il n'y eut nulle part de « grève politique de masse », et encore moins de lutte pour le pouvoir. Voici des notes concernant des régions différentes.

A MOULINS :

Discours modéré d'un dirigeant unitaire

Peu de chômeurs, encore moins d'assistants au meeting organisé par l'Union locale unitaire de Moulins. Tel est l'aspect du 1er mai. Les métallurgistes de l'usine Decauville sont restés au travail, y compris les syndiqués unitaires ; 20 p. cent de chômeurs à une usine de chargement militaire où les confédérés possèdent un syndicat relativement nombreux ; faible chômage dans le bâtiment où les patrons ont laissé les chantiers ouverts. Les ouvriers des P.T.T. confédérés au nombre de 60 ont tous quitté le travail et tenu une réunion à la Bourse du Travail. Le meeting de l'Union locale eut lieu vers onze heures sous le signe du front unique ouvrier. Au bureau deux unitaires et un postier confédéré. Une cinquantaine d'assistants (sur huit cents syndiqués unitaires), dont une douzaine d'instituteurs du syndicat de l'enseignement de l'Allier. Lefort, au nom du syndicat affirma la solidarité de lutte des prolétaires manuels

et intellectuels et rappela les traditions glorieuses de la Fédération de l'enseignement, toujours à l'avant-garde du mouvement. Puis, Chatout, métallurgiste, envoyé par l'Union régionale, fit un long exposé sur la rationalisation et la répression. Malgré ses tendances majoritaires orthodoxes, Chatout dut reconnaître que la classe ouvrière était endormie et qu'elle réagissait bien peu aux phrases grandiloquentes des pontifes Gilton et Co. Après avoir glissé rapidement sur le social-fascisme, gêné qu'il était par la présence de confédérés dans la salle, l'orateur fit l'éloge du « manuel d'histoire de la Fédération de l'Enseignement » oubliant sans doute que les J.C. l'avaient condamné comme pire que les manuels bourgeois, puis après avoir appelé les ouvriers à défendre l'U.R.S.S., il conclut en les invitant et particulièrement les jeunes, à s'organiser et à s'éduquer. Nous sommes loin de la « grève politique et revendicative de masses pour la conquête du pouvoir », et des grands mots d'ordre de la direction confédérale unitaire. Au contact des réalités les constructions fantasmagoriques des bureaucraties s'évanouissent comme fumée au vent et au lieu de l'« essor révolutionnaire » le militant de base ne constate que l'extrême division, l'extrême apathie et pour tout dire l'extrême faiblesse du prolétariat.

Dans l'après-midi, le syndicat de l'Enseignement a voté, à l'unanimité moins une voix, un ordre du jour approuvant sans réserves le manifeste de l'opposition unitaire.

A Montluçon, de l'aveu même de l'Emancipateur, chômage insignifiant (1.000 ouvriers au plus).

A Combray, forteresse réformiste et socialiste, chômage 100 p. cent ; le meeting organisé par le P.C. et l'Union Unitaire a été un fiasco et l'Emancipateur nous promet un lavage prochain de linge sale. D'une manière générale, l'Emancipateur avoue que la plupart des réunions unitaires et du P.C. même dans les endroits où le chômage était sensible, n'ont réussi à attirer personne. Que pensent les Staliniens du centre de cette réputation vraiment cinglante, des thèses majoritaires ?

P. S.

A NEUVES MAISONS ET A NANCY :

Pas d'organisation

Un camarade nous écrit : « Pour la clarté, je dois dire que le 1er mai, les années précédentes, les organisations unitaires et confédérées faisaient une manifestation unique. Cette année-ci, les unitaires avaient décidé au dernier moment de ne pas marcher avec les confédérés, et de faire une manifestation à part. C'est très bien, mais on avait fait une grosse gaffe : on avait oublié de mettre les ouvriers au courant ! Ils ne savaient pas qu'il y aurait deux manifestations, et naturellement beaucoup de camarades auraient suivi les unitaires, si ceux-ci avaient prévenu auparavant, s'ils avaient expliqué pourquoi ils voulaient rompre avec la tradition de faire une manifestation unique avec les confédérés, alors que le résultat a été contraire : manifestation renforcée du côté des confédérés (300) et squelettique pour les unitaires (de 80 à 100). Leur tactique a été condamnée par un très grand nombre d'ouvriers.

A Nancy, très peu de chômage, excepté pour le bâtiment. Dans la matinée il y eut un meeting (300 personnes présentes). Rien dans l'après-midi. Le soir il y eut une tentative de manifestation qui échoua lamentablement ; une cinquantaine de copains s'étaient rendus à la sortie de la « Générale Electrique », qui occupe 800 ouvriers, pour tenter d'organiser un cortège. Devant ce petit nombre, la flicaille en profita pour provoquer et opérer quelques arrestations. Nous devons lutter sérieusement dans le Parti contre cette façon d'organiser des manifestations, qui a pour seul résultat de faire matraquer les copains par la police et de les faire emprisonner. A noter que les mobiles se montrent d'une brutalité particulièrement révoltante. Alors que les manifestants étaient dispersés, la mobile a chargé en montant sur les trottoirs où se trouvaient uniquement femmes et enfants.

Nous avons distribué des tracts. En général nous ne sommes pas encore bien reçus, parce que les dirigeants communistes créent exprès la confusion, en essayant de nous montrer comme des populistes et des réformistes de la pire espèce. Mais petit à petit nous nous faisons connaître, et nous nous créons des sympathies. »

Un camarade.

A LONGWY :

Les patrons expulsent les ouvriers étrangers

Si le 1er mai fut presque nul comme démonstration ouvrière, il y eut cependant des tentatives de chômage qui furent réprimées assez durement et dont en voici une qui est typique.

A l'usine de la Chiers, une équipe de monteurs belges prenant prétexte qu'en Belgique, le 1er mai est jour férié, ne voulurent pas travailler. Comme ces camarades mangent au restaurant de l'hôtel de l'usine, lorsqu'ils vinrent à midi pour déjeuner, on leur déclara que puisqu'ils n'avaient pas travaillé le matin, ils n'auraient pas à manger et la direction se substituant à l'autorité gouvernementale leur déclara qu'ils devaient quitter le territoire français dans les 24 heures. Vendredi une trentaine de ces monteurs quittaient l'usine suivis par une quinzaine de soudeurs, également belges, qui par solidarité envers leurs camarades expulsés du territoire par la direction de l'usine quittèrent eux aussi les chantiers de la Chiers.

Si l'esprit de lutte de classe était bien imprégné dans les cerveaux de tous les ouvriers, il y avait eu la matière, à faire une campagne énergique de protestation ; mais comme l'ont déclaré les leaders du syndicat réformiste de Rehon, à leur réunion du 1er mai, à 20 heures, à Longwy-Bas : pas de propagande dans les usines. Alors que faire ? Il y aurait en face de la position prise par la direction de la Chiers à faire l'unité ouvrière pour mener une forte campagne de protestation. Ces camarades belges du pays de Liège, pour la plupart, vont avoir une drôle d'idée sur l'état d'esprit des ouvriers français de Longwy : si seulement ils dénonçaient à leur centrale syndicale les procédés démocratiques français, chers aux ennemis du communisme.

Un camarade.

A LYON :

Le Parti n'a pas été suivi

Le 1er mai de « lutte revendicative et politique » n'aura pas été très brillant à Lyon. Travail, l'hebdomadaire communiste de la région, avait battu le rappel : « le 1er mai, dans la rue ! ». Les ouvriers lyonnais sont restés indifférents. A la manifestation du P.C. et de l'U.R. unitaire, dans la rue, qui était autorisée, participèrent un millier d'ouvriers. Même les exagérations de l'Humanité qui multiplie par 5 le nombre de manifestants, ne suffirent pas à masquer le fait que, en admettant 5.000 manifestants cela constitue en regard de l'importance de l'agglomération industrielle lyonnaise, avec ses dizaines de milliers d'ouvriers métallurgistes, du bâtiment, du textile, etc., une proportion excessivement faible.

Et autres preuves du fiasco du 1er mai : l'absence à la manifestation, des 5.000 maçons, lock-outés, n'est-elle pas significative ? Ou étaient, aussi, les tramotins, qui viennent de battre leurs dirigeants réformistes ? Ils chômaient et n'étaient pourtant pas à la manifestation.

Les dirigeants du parti se rabattent sur le chômage. Ils disent par exemple que, dans le bâtiment, il a été total. Ils n'y sont pour rien car il y avait avant et il y a après le 1er mai, des milliers d'ouvriers du bâtiment lock-outés. Mais ça n'est pas tant le mot d'ordre du chômage, sur lequel insistaient les dirigeants communistes lyonnais (les autonomes et les confédérés étaient aussi pour le chômage) ; il était surtout question d'un 1er mai de lutte. Il fallait, ce jour, descendre dans la rue. Les ouvriers lyonnais n'ont pas appliqué ce mot d'ordre ; il faut y voir, une fois de plus, la désaffection profonde des ouvriers à l'égard des mots d'ordre du parti.

Un correspondant.

LE SOCIALISME TEL QU'ON LE PARLE

« La suppression de la propriété individuelle est une simple conception de quelques individualités et pour ma part je la réprovoque très nettement. Si la suppression de la propriété individuelle était un des articles fondamentaux du programme socialiste, je me retirerais immédiatement de ce parti »

J. L. CHASTANET

Député S.F.I.O. de l'Isère.
(Discours prononcé le 5 mai à Montmélian.)

LA VIE OUVRIÈRE

De nos correspondants

DANS LE NORD

LA GREVE DES ETABLISSEMENTS KUHLMANN

La semaine passée nous avions promis de donner quelques renseignements complémentaires sur la grève des usines Kuhlmann. C'est ce que nous allons faire brièvement aujourd'hui.

Pour la première fois depuis la guerre, il y avait une réelle effervescence à l'usine Kuhlmann, à Mareq-en-Barœuil. Les ouvriers réclamaient 0 fr. 50 d'augmentation horaire. Ce fut la grève dont la direction fut immédiatement assurée par les organisations unitaires. Les grévistes firent même preuve d'un certain allant et l'enthousiasme fut grand au début. A noter que le personnel était composé en grande partie de femmes, d'ouvriers étrangers et coloniaux. Donc des ouvriers peu aguerris, sans expérience de la lutte gréviste, incapables d'une longue bataille parce que sans aucune organisation. De plus, Kuhlmann avait, à quelques kilomètres de Mareq, deux autres usines, l'une à Loos, l'autre à Wattrelos, qui continuaient de travailler et tout militant de la région savait que pour étendre la grève à ces deux usines, les difficultés seraient considérables, sinon insurmontables. Dans le meilleur des cas on aurait pu, actuellement, faire sortir les ouvriers pour deux ou trois jours seulement.

Malgré tout, devant la décision des ouvriers de l'usine de Mareq, la direction avait reculé dès le début du conflit et leur avait offert une augmentation horaire de 0 fr. 25.

Devant une telle situation, tout militant syndicaliste sérieux aurait eu le courage de conseiller aux ouvriers de Mareq d'accepter momentanément l'offre patronale en faisant valoir les raisons énumérées plus haut. Immédiatement après on aurait porté tous ses efforts sur les usines de Loos et Wattrelos pour que les ouvriers y obtiennent également les 0 fr. 25. Il n'y a pas de doute qu'au bout de quelques semaines au plus on aurait obtenu satisfaction.

Ainsi les ouvriers des trois usines Kuhlmann auraient gagné la première manche. Le syndicat aurait créé les conditions nécessaires pour pénétrer dans ces trois bagues et y organiser les ouvriers. Ces derniers auraient eu confiance et très rapidement on pouvait espérer enlever la deuxième manche aux exploiters Kuhlmann.

Mais cette stratégie et une telle tactique ont certainement été regardées comme un compromis réformiste honteux, ou bien nos dirigeants syndicalistes incapables n'y ont pas songé.

Il fallait absolument justifier la « troisième période », les thèses sur la « radicalisation » et l'« essor révolutionnaire » particulièrement développé dans le Nord.

On a fait durer la grève de Mareq pour la « politiser » et sans pouvoir l'élargir de suite à Loos et à Wattrelos.

Forcément ce devait être l'échec. Quoi qu'on puisse dire, les ouvriers ont été battus. Il n'y a là, pour nul d'entre nous, motif à se réjouir, mais nous signalons avec force dans quelles conditions ils ont été battus pour aider les militants de base à empêcher les stratèges fédéraux et confédéraux à recommencer leurs mêmes fautes dans le Nord ou ailleurs.

S'il y avait dans les sphères dirigeantes du syndicalisme unitaire, une volonté sincère de rechercher les faiblesses et les erreurs des actions quotidiennes, afin de les éviter le lendemain, l'examen du conflit des usines Kuhlmann, comporterait des enseignements précieux.

Mais, hélas ! nos valeureux stratèges cachent leurs fautes et leur incapacité derrière une caricature d'auto-critique.

Alfred Legrand et Tillon font de l'auto-critique en affirmant que malgré tout les grévistes ont lutté contre le complot ; d'autres la pratiquent comme des catholiques qui vont à confesse se faire laver la conscience pour pouvoir recommencer le lendemain.

PAUL,
du rayon de Lille.

VICTOIRE DES MARINIERS DE DUNKERQUE

Le jeune syndicat unitaire de la petite batellerie, constitué en août 1929 au cours d'une grève victorieuse, engageait une fois de plus la bataille au mois de février pour le respect et le maintien du bureau de tour obligatoire auquel la Chambre de commerce de Dunkerque voulait substituer un bureau d'affrètement régi par le décret ministériel de juin 1921.

Cela se serait traduit par une expropriation progressive des mariniers (possédant tous leur péniche) au profit des compagnies de navigation fluviale.

Le conflit avait une grande importance. Tout devait être mis en œuvre pour la victoire des mariniers, car il est indispensable dans une région comme la nôtre d'avoir ces ouvriers-patrons avec nous.

Seulement du jour où l'orientation du bureau confédéral a été désapprouvée par une assemblée des grévistes, le soutien des majoritaires a cessé.

Le secrétaire du syndicat des mariniers ayant été arrêté pour son action à la tête des grévistes, ce furent Olivier des dockers de Dunkerque et Engler, secrétaire fédéral, qui dirigèrent dès lors la grève et tout de suite la V. O. commença sa campagne d'injures et de démoralisation.

Le 18 avril, on raconte qu'Olivier fait tous ses efforts pour trouver un terrain d'entente dans l'intérêt de la ville de Dunkerque et a proposé, devant le sous-préfet, des dérogations au bureau de tour, c'est-à-dire des tours de faveur pour les riches compagnies de navigation...

Bref on insinue qu'Olivier est en train de liquider le mouvement en trahissant les mariniers.

Malheureusement pour les menteurs de la V. O., le 23 avril, les affréteurs fluviaux et la Chambre de commerce capitulent. Toutes les revendications sans exception sont acceptées et le bureau de tour obligatoire est maintenu malgré le décret ministériel de 1921.

Pour amoindrir leur défaite aux yeux des ouvriers de la région du Nord, les affréteurs lancent un communiqué où ils font croire qu'ils ont obtenu la réduction du prix de base des frets à partir du 1er mai. Naturellement il n'en est absolument rien, mais aucun majoritaire du Nord ne voulant signaler la victoire des mariniers minoritaires (par pur esprit de tendance), l'Humanité du 27 avril ne trouve rien de mieux que de publier le communiqué des affréteurs eux-mêmes, en mentionnant qu'elle attend d'autres informations... qui n'ont pas l'air de venir vite.

Les mariniers ont repoussé les observations et les conseils de Bournelon. Ils ont eu la victoire. Mais qu'ils ne s'endorment pas dans les bras de Chamberland car ils pourraient avoir un triste réveil.

Qu'ils se groupent autour de la plateforme révolutionnaire de l'opposition unitaire. — P.

QUI TRAVAILLE POUR JOUHAUX ?

Les réformistes de Belfort ne cachent pas leur joie de voir s'évanouir les résultats mirifiques que les dirigeants unitaires prétendaient avoir obtenu après les grèves de Belfort. Dans le Peuple, Blonde, un des pontifes réformistes de Belfort écrit :

... Le Premier mai, au grand meeting annoncé à grands coups de « grosse caisse », où l'on devait venir en un cortège imposant, il n'y avait guère qu'une centaine de présents.

Les gaziers syndiqués à la C.G.T.U. à cent pour cent n'ont pas « marché ». L'avant-veille, dans leur réunion, ils ont attrapé Jacob de belle façon. Les trois mille nouveaux syndiqués fictifs de la C.G.T.U., métallurgistes et textiles, sont restés sourds aux plus pressantes exhortations...

On voit, en fin de compte, à qui sert le bluff des Gitton. Ce sont les réformistes qui en bénéficient ; c'est pour eux que travaillent les stratèges de la « politisation » des grèves.

DE L'INDEPENDANCE A L'AUTONOMIE

Deux syndicats unitaires, mineurs, viennent encore de passer à l'autonomie. Ce sont le syndicat des confiseurs et celui des ménages et médailles. Tous deux appartenaient à la 20e U.R. La résolution votée le 13 avril, par le syndicat des confiseurs, indiquait que : « En vue de se situer sur des bases plus nettement corporatives le syndicat a décidé de se retirer de la C.G.T.U. »

Ce ne sont ni les dirigeants de la C.G.T.U., ni les minoritaires du comité pour l'indépendance, qui arrêteront le courant d'autonomie. Les premiers transfèrent purement et simplement la C.G.T.U. en une annexe du parti, annexe où ils imposent la même politique aventurée et bureaucratique que dans le parti. Ils rejouent ainsi vers les positions réactionnaires du « corporatisme », des syndicats comme celui des confiseurs. Quant aux minoritaires du comité pour l'indépendance, leur autonomie et leur indépendance se traduisent par le « pas de politique dans les syndicats », ce qui aussi, favorise le retour au « corporatisme ».

L'opposition unitaire, au contraire, en montrant à la fois, les dangers de la politique des dirigeants confédéraux et de celle des minoritaires du comité pour l'indépendance, sera contre la scission, contre l'autonomie, contre le retour au « corporatisme » une barrière efficace.

L'UNITE SYNDICALE A LA FAÇON ZYROMSKISTE

Invoquant une phrase de P. Brizon : « Tout ce qui unit la classe ouvrière est révolutionnaire. Tout ce qui la divise est réactionnaire. » Zyromski estime (Populaire 2 mai) que la division ouvrière et syndicale est cause de l'absence de « puissantes affirmations de masse à Paris » le 1er mai.

Aussi « plus que jamais » dit-il, « notre Populaire doit signaler tous les efforts loyaux et sincères pour la reconstitution de l'Unité syndicale ». Et après avoir montré « le terrain heureusement perdu » par la C.G.T.U., Zyromski constate « avec satisfaction et espoir » que les minoritaires unitaires du comité pour l'indépendance, qu'il appelle « plusieurs organisations syndicales importantes de la C.G.T.U. » manifestent le souci et la compréhension de la véritable Unité prolétarienne.

Le cynisme de Zyromski quand il parle du « terrain heureusement perdu » par la C.G.T.U. démontre clairement ce que signifie l'Unité syndicale à sa façon. Ce qu'il veut, et c'est à quoi servent les pleurs sur l'Unité et les invocations de la phrase on ne peut plus creuse de P. Brizon, c'est la disparition de la C.G.T.U., c'est la rentrée à la C.G.T., des unitaires, où on servira à ces derniers le « baume » de la reconstitution de l'Unité syndicale sous la houlette des réformistes. Cette Unité-là, c'est l'Unité contre-révolutionnaire des Jouhaux.

Zyromski est dans son rôle avec ses pleurnicheries habiles sur l'Unité syndicale rompue. Ça ira, l'organe du P.O.P. électoraliste est lui aussi dans son rôle lorsqu'il manifeste sa « satisfaction que certains leaders socialistes semblent prendre enfin souci de l'Unité ».

Zyromski et le P.O.P. ensemble pour l'Unité syndicale ; rien ne doit inciter davantage à la méfiance les ouvriers révolutionnaires.

DANS LE BATIMENT Le lock-out de Lyon

A Lyon, aux revendications des ouvriers du bâtiment, les patrons avaient répondu (17 avril) par le lock-out de 1.000 ouvriers. Les 23.500 ouvriers étaient lock-outés par 67 entrepreneurs.

Contre les patrons, un cartel s'est constitué ; il comprend les syndicats du bâtiment : autonomes, confédérés et ceux adhérents à la C.G.T.S.R. Ce cartel groupé 14.000 ouvriers. Les unitaires restent à l'écart.

Le conflit intéressant plusieurs corporations du bâtiment, englobe surtout les maçons. Ceux-ci revendiquent pour les ouvriers payés 6 fr. 25 de l'heure, 1 fr. 25 d'augmentation horaire ; pour les aides-maçons, 6 fr. 50 au lieu de 5 fr. 50 et pour les manœuvres, 5 fr. au lieu de 4 fr. 25.

Le lock-out se prolonge. Il ne semble pas que la tactique des chefs autonomes du syndicat des maçons ait été très heureuse. Bien avant le conflit, leurs hésitations, leurs reculs successifs avaient prévenu les patrons. Et aux grèves perlees ceux-ci ripostèrent par le lock-out. Maintenant, les chefs autonomes organisent l'exode d'une partie des ouvriers atteints par le lock-out. C'est là une mesure dont l'efficacité paraît contestable.

UN ETRANGE COMMENTAIRE DU MANIFESTE DE L'OPPOSITION UNITAIRE

Dans la Révolution Proletarienne du 1er mai, Monatte reproduit le manifeste de l'opposition unitaire : *Sauvons la C.G.T.U.* ! Il l'accompagne de commentaires dans lesquels il se fait tout miel pour attirer l'opposition unitaire dans son bloc anticommuniste. Cette manœuvre cousue de fil blanc est agrémentée d'une piteuse attaque contre l'opposition communiste, Monatte sait bien que l'opposition unitaire ne marchera jamais avec lui, parce que marcher avec Monatte, c'est renforcer la direction confédérale et tourner le dos au communisme. Il sait bien que la Vérité et la Ligue communiste soutiendront de toutes leurs forces les éléments de l'opposition unitaire dans la C.G.T.U., parce que, eux seuls, luttant contre la direction confédérale et contre les liquidateurs du Comité pour l'indépendance, peuvent ramener le mouvement syndical révolutionnaire sur son juste terrain de lutte. C'est pourquoi il attaque grossièrement l'opposition en ces termes : « Ne peuvent la condamner, cette formule d'indépendance syndicale, que ceux qui, sous des airs d'opposition communiste, pensent exactement comme les communistes orthodoxes, emploient les mêmes méthodes, et gardent les mêmes mœurs. »

Ces insultes gratuites que Monatte glisse dans sa prose débonnaire montrent le fond de ses préoccupations : confondre volontairement et bêtement l'opposition de gauche avec la direction du Parti. Les « mœurs » du parti, Monatte, le sait bien, nous les repoussons, et nous les dénonçons chaque jour ; des communistes ne peuvent rien avoir de commun avec les procédés et méthodes de la bureaucratie du parti. Mais, par contre, nous attendons toujours des explications sur les « mœurs » de Salom, maintenant dans la minorité de la C.G.T.U., ainsi que sur celles de Dunois, membre de la 2e Internationale de Noske, de Zoergel, etc... et leader politique au *Cri du Peuple*.

EMMANUEL BERL

Mort

de la
morale
bourgeoise

Second pamphlet

La vie de l'opposition

Les leçons d'une conférence d'unification

Dans la *Vérité* nous avons affirmé à plusieurs reprises que les forces de l'opposition devaient se cristalliser sur une base politique claire, sans compromis avec qui que ce soit même avec des groupes prétendant appartenir à l'opposition de gauche. Les événements des sept ou huit derniers mois s'étaient rapidement chargés de faire apparaître en France les trois tendances fondamentales du mouvement communiste. La direction du Parti continua sa politique cahotante et sectaire, accusant particulièrement ces derniers temps une politique bureaucratique d'ultra-gauche, déracinée des masses. La droite se forma rapidement autour du P.O.P., en liaison étroite avec la minorité du Comité pour l'indépendance du syndicalisme. Quant à la gauche, qui défend les principes de Marx et de Lénine, elle s'affirma avec la *Vérité*, et avec elle seule. La direction du Parti d'une part et les droitiers de l'autre s'acharnèrent à montrer que notre tendance était sans force comme sans avenir. A eux vint se joindre un groupe, le *Libérateur* qui, par esprit de tradition littéraire, revendiquait pour lui, exclusivement, le droit de représenter l'opposition de gauche en France. Ce groupe restreint, sans perspectives, abandonna le champ de la lutte communiste pour chercher des compromis, d'abord avec le Comité pour l'indépendance du syndicalisme, et même avec le P.O.P. à sa fondation. Il collabora avec le parti nationaliste communiste alsacien de Hueber, en même temps qu'il soutenait en Allemagne Urbahns contre l'opposition de gauche.

Tous ces vacillements, cette absence complète de ligne cohérente et de travail systématique nous avaient conduits à refuser d'envisager une « fusion » avec ce groupe. Nos camarades ont lu dans la *Vérité* du 31 janvier le compte rendu d'une réunion convoquée par les camarades oppositionnels du 15^e rayon, pour rechercher l'unité, réunion dans laquelle les différends s'étaient marqués d'une manière très nette et d'une façon qui n'a fait que s'amplifier. Dans la *Vérité* du 14 février nous avons publié la lettre envoyée par nous aux camarades du 15^e rayon, dans laquelle nous précisions notre position sur le problème du développement de l'opposition. Nous disions : « Nous pensons que si différents éléments continuent à se réclamer de l'opposition de gauche, il faut voir à l'épreuve des faits ce que vaut leur attitude... Nous croyons que l'activité de l'opposition est son meilleur terrain de délimitation. Sur les différents problèmes posés au mouvement communiste, la *Vérité* a eu des réponses justes. Il n'y a qu'à persévérer activement dans cette voie, comme nous le faisons. »

Maintenant les faits sont venus répondre. Le groupe du *Libérateur* dont le plus clair de l'activité consistait à bavarder honnêtement sur la *Vérité*, sans parvenir lui-même à sortir des contradictions sans issue dans lesquelles il était empêtré, s'est désolidarisé. Il s'est désolidarisé sur une question dans laquelle il prétendait avoir un « point de vue » : la question syndicale. Le dernier noyau s'est trouvé réunir des partisans de notre position sur cette question, des partisans du Comité pour l'indépendance, et les inévitables confusionnistes. Ces divergences sur la question syndicale en cachait en réalité d'autres, et elles abritaient surtout une absence de point de vue sur les sujets les plus importants. Le fond droitier dont ce groupe n'avait jamais pu se libérer autrement qu'en paroles est apparu clairement de nouveau.

Après huit numéros creux, le *Libérateur* a cessé de paraître. Aujourd'hui rien ne peut politiquement lui donner l'occasion de renaître. Le programme de la gauche, le programme communiste de lutte contre la bureaucratie du parti, contre toute la politique fautive de l'I.C., la *Vérité* et la *Lutte de classes*, le défendent avec énergie. Une position juste de lutte dans la C.G.T.U. telle que la *Vérité* l'a définie dès le Congrès confédéral de septembre 1929, l'opposition unitaire la défend. Quant au programme de l'indépendance du syndicalisme contre la direction de la C.G.T.U. et contre le communisme, le *Cri du Peuple* et la *Révolution Proletarienne* s'en chargent. Ainsi le *Libérateur* disparaît parce qu'il n'a plus rien à défendre, et parce qu'il n'a rien su défendre.

Aujourd'hui, nous nous adressons aux camarades qui ont dans le passé trouvé notre politique trop exclusive, et nous leur demandons : n'avons-nous pas eu raison ? Aujourd'hui les faits ont montré quelle politique était la plus juste. Les éléments qui voulaient sincèrement défendre le programme de l'opposition de gauche dans le *Libérateur*, sont venus à la Ligue communiste (opposition) et ceux qui se camouflaient sont allés carrément vers le Comité pour l'indépendance, ou vers... le silence. Le camarade Félix, qui avait attaqué dans le *Libérateur* la politique suivie par la *Vérité*, est venu à nous, et dans la lettre suivante il a montré dans quelle mesure ce groupe s'était engagé :

Le 17 avril 1930

Chers camarades,

Il y a quelques semaines j'ai quitté le groupe Contre le Courant (Le Libérateur). L'échec d'unification des forces oppositionnelles en France — et surtout la cause de cet échec — dû à la position fautive de Contre le Courant dans la question syndicale m'ont clairement démontré que :

1^o Le groupe de Contre le Courant est incapable de faire un travail communiste sérieux.

2^o Le groupe C. le C. est perdu en général pour le communisme et prolonger son existence serait un anachronisme politique possible uniquement grâce à la confusion et à la dépression du mouvement communiste en France.

Dans ces conditions aucun communiste, aucun révolutionnaire, ne peut rester plus longtemps dans ce groupe.

A la dernière réunion de C. le C. à laquelle j'ai assisté, j'ai précisé ce point de vue dans une résolution signée aussi par deux autres camarades, et en même temps j'ai donné ma démission. La position de C. le C. dans le conflit sino-russe était fautive, et je reconnais m'être trompé dans cette question, ainsi que dans l'appréciation des groupements oppositionnels d'Allemagne (Urbahns, Brandler, etc...)

Aujourd'hui, après avoir sérieusement réfléchi je trouve que la seule possibilité de continuer le travail communiste est de rejoindre votre groupe, c'est pourquoi je demande mon admission.

Salut communiste.

Félix.

A tous les camarades qui avaient prêté l'oreille aux pseudo-arguments du *Libérateur* nous demandons maintenant de rejoindre nos rangs sous le drapeau de la *Vérité*, s'ils approuvent le programme et l'action de l'opposition de gauche. Sans réticence et sans arrière-pensée nous les appelons à venir travailler avec nous. Il n'y a pas, et il ne peut pas y avoir d'organisation de la gauche autre que la Ligue Communiste (Opposition), avec la *Vérité* et la *Lutte de classes*. L'éclectisme, l'inorganisation et la poussière peuvent être le fait des groupements de la droite, ou de l'« indépendance » de ceci ou de cela : ils ne prendront jamais pied dans une organisation marxiste et communiste comme la nôtre.

Mais la leçon que l'on peut tirer de la liquidation politique du *Libérateur* est encore plus complète, car elle s'est compliquée d'un essai d'accord avec Treint. Depuis fort longtemps Treint a perdu toute ligne politique, et n'est préoccupé que de retrouver une place et un rôle dans le mouvement oppositionnel. Il n'a jamais dépassé la position de Zinoviev, il n'a jamais tenté, par la critique serrée de toutes ses erreurs politiques entre 1924 et maintenant, de retrouver la voie de l'opposition de gauche. Comme l'a écrit Trotsky :

« Après avoir adhéré en automne 1927 à l'opposition, Treint restait attaché au zinovievisme qui est la combinaison du centrisme et de l'ultra-gauchisme. Enfin maintenant la légèreté avec laquelle Treint change ses appréciations, et sa disposition à entrer dans chaque combinaison pour saboter chaque entreprise dont il n'aurait pas la direction, démontre qu'il est prêt à appliquer les méthodes zinovievistes dans les rangs de l'opposition. Cela ne peut être toléré ». En 1929, *Contre le Courant* (qui devint le *Libérateur*) tenta déjà de s'unir avec Treint. Il n'y réussit pas. Dans son numéro du 28 janvier, la

rédação écrit : « Aujourd'hui il est avéré pour tous les oppositionnels que Treint est resté égal à lui-même : même aveuglement politique, mêmes inventions saugrenues, mêmes moyens misérables pour arriver à ses fins... Aussi n'y a-t-il plus de question Treint. » Ce que valait cette déclaration, on le vit lorsqu'au début de 1930, juste un an après, le *Libérateur* tenta de nouveau de s'annexer Treint ! Cette comédie se joua sur le dos des camarades du 15^e rayon, dans les circonstances que nous avons rapportées après la Conférence pour « l'Unité » (*Vérité* du 31 janvier).

Or aujourd'hui, pour la deuxième fois, une rupture a eu lieu entre Treint et le *Libérateur*, mais cette fois la rupture a entraîné l'émiettement complet des uns et des autres. De base politique, dans ces essais d'unité, il n'y en avait pas. C'étaient de simples combinaisons sans principe. La dernière fut particulièrement ridicule, car elle se fit contre l'opposition de gauche et la *Vérité*. Nous avons dit à l'époque tout ce qu'il fallait en dire. Mais nous serions impardonnables de ne pas en tirer aujourd'hui toutes les leçons. Car cette tentative, dont les conséquences sont maintenant apparentes, entraîna la liquidation de ceux qui s'y sont livrés. Une fois de plus Treint avait changé d'opinion pour réaliser un compromis. Sur la question syndicale, il a laissé faire et a approuvé un rapport et des discours dans lesquels on soutenait le Comité pour l'indépendance et où on préconisait la participation des communistes de l'opposition à ce Comité (oui!) Aujourd'hui, puisque cette manœuvre n'a pas pu lui servir à réaliser l'unité avec le *Libérateur*, il change de nouveau d'opinion, et se prétend d'accord avec la politique syndicale de l'opposition de gauche.

Dans la réunion pour l'unification du mois de janvier, Treint admit fort bien le bloc avec le Comité pour l'indépendance. Nous fîmes seuls à l'attaquer, de même que nous avions pris position contre lui dès le début dans la *Vérité*. Maintenant Treint nous envoie un document dans lequel il « estime que l'opposition communiste doit former sa tendance propre et militer parmi les ouvriers de la C.G.T.U. majoritaires comme minoritaires pour résoudre dans le sens communiste les problèmes que la vie pose devant les syndicats. » Volte-face comique ! Une fois de plus Treint a montré « qu'il était prêt à appliquer les méthodes zinovievistes dans les rangs de l'opposition ». Cela ne peut être toléré.

C'est pourquoi, nous le répétons encore : l'opposition, organisée dans la Ligue Communiste, ne peut se développer qu'en repoussant toutes les combinaisons, les manœuvres et les intrigues et en avançant sur une base de principes claire, grâce au travail tenace, constant et systématique, avec les ouvriers révolutionnaires, et particulièrement ceux qui appartiennent au Parti. A tous ceux, même s'ils ont appartenu dans le passé à d'autres groupes oppositionnels, qui approuvent aujourd'hui l'action de la *Vérité*, et notre position dans les questions internationales fondamentales, dans la question syndicale en France, dans celle du travail avec les ouvriers du Parti, dans celle de la lutte sans pitié contre la droite, nous disons de rejoindre nos rangs. L'opposition a besoin de la bonne volonté de tous, mais elle est déçue à profiter des leçons pénibles qu'elle a tirées de son expérience passée : elle n'admettra plus, comme elle l'a déjà montré depuis qu'elle s'est cristallisée autour de la *Vérité*, les confusions, le marchandage, et en général le maquignonnage dénué de tout principe tel que la bureaucratie zinovieviste et stalinienne les ont introduits dans le mouvement communiste français et international.

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris

(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

A l'aide de la « Vérité »

La *Vérité*, qui est le journal de tous les ouvriers communistes oppositionnels, doit être soutenue par l'effort commun et persévérant de tous.

Jusqu'à ces derniers temps, l'aide constante au journal a été circonscrite à un nombre trop restreint de nos camarades. Tous les oppositionnels doivent coopérer au soutien de leur journal, de leur instrument de lutte !

Il faut intensifier la vente et l'abonnement

Les ressources de la *Vérité* se composent uniquement de sa vente au numéro, de ses abonnements et des souscriptions recueillies. Les uns et les autres doivent être intensifiés. Chaque oppositionnel doit consacrer à ce but une partie de son effort.

La « Vérité » en danger

Mais jusqu'au moment où la vente du journal assurera sa stabilité, les camarades de l'opposition ont le devoir de contribuer à ses ressources avec régularité. Sinon le déficit s'accroîtra rapidement au point de mettre en danger la « Vérité ».

Une forme nécessaire de l'action révolutionnaire

Les sacrifices d'argent, tout comme les sacrifices de temps et d'énergie, font partie de la tâche permanente des révolutionnaires. Les oppositionnels doivent employer une partie de leurs ressources, à renforcer leur instrument de lutte. En recueillant des souscriptions, ils doivent entraîner dans une solidarité concrète et agissante les sympathisants qu'ils ont déjà touchés.

Il faut participer d'une façon sérieuse et suivie à la souscription permanente qui assurera la continuité du journal de l'opposition !

Chaque semaine, réservez une partie de vos ressources au renforcement et à l'intensification de l'action commune.

Envoyez les fonds directement à la *Vérité* ou au compte chèque postal : P. Frank 136.855-Paris.

LA VERITE.

EN SOUSCRIPTION

Pour paraître prochainement

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse PARIS (10^e)

Un volume de 500 pages

Prix actuel : 15 fr. franco

Après publication, le prix sera porté à 20 francs

La Vérité

Hebdomadaire de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr
1 an 25 fr
Chèque postal : P. Frank 136.855 Paris
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. FRANK.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. ROSMER.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26